

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA PROTECTION
DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES

SOUS LA PRÉSIDENCE DE
L'HONORABLE JACQUES CHAMBERLAND, Président
Me GUYLAINE BACHAND, Commissaire
M. ALEXANDRE MATTE, Commissaire

AUDIENCE TENUE AU
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Montréal, le 19 juin 2017

Volume 33

NICOLAS PROVENCHER
Sténographe officiel

COMPARUTIONS :

POUR LA COMMISSION :

Me CHARLES LEVASSEUR, avocat en chef adjoint
Me LUCIE JONCAS, avocate en chef
Me CHRISTINE RENAUD

INTERVENANTS :

Me MATHIEU CORBO
Service de police de la Ville de Montréal

Me JULIE CARLESSO
Le Devoir inc.
Québecor Média inc.

Me CHRISTIAN LEBLANC
Radio-Canada
Cogeco Média inc.
Médias Transcontinental s.e.n.c.
La Presse ltée
Bell Média
Groupe Capitales Média
Postmedia Network inc.

Me BENOIT BOUCHER
Procureure générale du Québec

Me CATHERINE DUMAIS
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Me ISABELLE BRIAND
Fraternité des policiers et policières de Montréal

Me MATHILDE BARIL-JANNARD
Fédération nationale des communications

Me MARIE COSSETTE
Conférence des juges de paix magistrats du Québec
Cour du Québec

Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN
Ville de Montréal

Me ESTELLE TREMBLAY
Me STÉPHANE BÉDARD
M. Stéphane Bergeron

Me ANDRÉ RYAN
Me MARIE-CHRISTINE LEVASSEUR
M. Michel Arsenault

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
STÉPHANE BERGERON	
INTERROGÉ PAR Me CHARLES LEVASSEUR	22
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me JULIE CARLESSO	48
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me CHRISTIAN LEBLANC	55
KENT ROACH	
EXAMINED BY Me CHRISTINE RENAUD	69
CROSS-EXAMINED BY Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN	120
EXAMINED BY THE PRESIDENT	121
EXAMINED BY Me GUYLAINE BACHAND, commissaire	131

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
291P : Lettre du 3 juillet 2009 de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, une seconde lettre du 15 septembre 2009 de la même firme de vérificateur comptable à laquelle est joint un tableau et une lettre de maître Ryan du 15 septembre 2019 à la Société Radio Canada (en liasse)	18
292P : (En liasse) Articles de journaux de septembre 2013	26
293P : Point de presse	47
292P : Paper dated June 1st, 2017 entitled "Police-Government Relations and Police Independence" produced by Professor Roach	72

1 EN L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT (2017), ce dix-neuvième
2 (19e) jour du mois de juin :

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA GREFFIÈRE :

7 Bonjour, bienvenue à la Commission. Veuillez vous
8 assurer que vos cellulaires et autres appareils
9 mobiles sont bien éteints et notez qu'il y a
10 interdiction de prendre des photos dans la salle
11 d'audience, selon les règles de procédure de la
12 Commission.

13 LE PRÉSIDENT :

14 Bonjour tout le monde. Je demanderais à notre
15 greffière de procéder à l'appel des avocats, s'il
16 vous plaît.

17 LA GREFFIÈRE :

18 Alors, je demanderais aux procureurs d'ouvrir leur
19 micro pour les fins de l'enregistrement. Je
20 demanderais d'abord aux procureurs de la Commission
21 de s'identifier.

22 IDENTIFICATION DES PROCUREURS

23 Me LUCIE JONCAS :

24 Bonjour, maître Lucie Joncas pour la Commission.

25

1 Me CHRISTINE RENAUD :

2 Bonjour, Christine Renaud pour la Commission.

3 Me CHARLES LEVASSEUR :

4 Bonjour, Charles Levasseur pour la Commission.

5 LA GREFFIÈRE :

6 Et je demanderais maintenant aux procureurs des
7 parties de s'identifier et d'identifier ceux qu'ils
8 représentent.

9 Me CHRISTIAN LEBLANC :

10 Bonjour, Christian Leblanc pour La Presse, Radio-
11 Canada, Cogeco, Bell Média, Postmedia et Groupe
12 Capitales Média.

13 Me MATHIEU CORBO :

14 Bonjour, Mathieu Corbo pour le Service de la police
15 de la Ville de Montréal.

16 Me BENOIT BOUCHER :

17 Et Benoit Boucher pour la Procureure générale du
18 Québec.

19 Me CATHERINE DUMAIS :

20 Bonjour, Catherine Dumais pour le Directeur des
21 poursuites criminelles et pénales.

22 Me MATHILDE BARIL-JANNARD :

23 Bon matin, Mathilde Baril-Jannard pour la
24 Fédération nationale des communications.

25

1 Me MARIE COSSETTE :

2 Bonjour, Marie Cossette pour la Conférence des
3 juges de paix magistrats et, aujourd'hui, je
4 prendrai place pour maître Paul Crépeau pour les
5 juges de la Cour du Québec.

6 Me ESTELLE TREMBLAY :

7 Bonjour, Estelle Tremblay, je représente monsieur
8 Stéphane Bergeron, je suis accompagnée de maître
9 Stéphane Bédard.

10 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

11 Bonjour, Jean-François Longtin pour la Ville de
12 Montréal.

13 Me ISABELLE BRIAND :

14 Bonjour, Isabelle Briand pour la Fraternité des
15 policiers et policières de Montréal.

16 Me JULIE CARLESSO :

17 Bonjour, Julie Carlesso pour Le Devoir et Québecor
18 Média.

19 Me ANDRÉ RYAN :

20 Bonjour, André Ryan et Marie-Christine Levasseur,
21 exceptionnellement aujourd'hui, pour le témoin
22 Michel Arsenault.

23 LA GREFFIÈRE :

24 Merci.

25

1 LE PRÉSIDENT :

2 Merci. Alors, Maître Joncas.

3 Me LUCIE JONCAS :

4 Oui. Alors, suite aux témoignages qui ont été
5 entendus le huit (8) juin et le quatorze (14) juin,
6 maître Ryan m'a demandé de pouvoir faire une mise
7 au point relativement à de l'information qui a été
8 divulguée et qui faisait partie d'écoutes
9 électroniques et qui faisait référence à son
10 client, qui a témoigné antérieurement à ces deux
11 témoignages. Alors, j'inviterais maître Ryan à
12 venir faire le correctif et le dépôt de certains
13 documents, qui ont été signifiés aux parties la
14 semaine dernière.

15 LE PRÉSIDENT :

16 Maître Ryan.

17 Me ANDRÉ RYAN :

18 Merci. Alors, merci de l'opportunité. Très
19 sommairement donc, André Ryan de l'étude BCF pour
20 le témoin Michel Arsenault. La semaine dernière,
21 vous comprendrez qu'à titre d'avocat de témoin,
22 nous n'avons pas suivi de manière systématique tous
23 les travaux de la Commission. Par contre, on a le
24 privilège, avec maître Levasseur, notamment, de
25 regarder le plus possible. On a été frappé par des

1 propos qui ont été tenus par le témoin Bélanger et,
2 principalement, lors de son contre-interrogatoire
3 par le procureur du SPVM, maître Corbo. Et je vais
4 me permettre de lire un court extrait du Volume 31,
5 du quatorze (14) juin deux mille dix-sept (2017), à
6 la page 158. À la question :

7 Q. Pouvez-vous nous indiquer de façon
8 plus concrète en quoi les reportages
9 dans les médias ont eu des impacts sur
10 l'avancée de l'enquête?

11 Le témoin répond :

12 R. Ce qu'on a pu déceler lors de
13 l'interception des communications en
14 raison de la diffusion de certaines
15 étapes de notre enquête, certains
16 éléments, particulièrement et ce qui
17 nous préoccupait, c'était la
18 destruction de preuve.

19 Et donc, le témoin relatait ce dont il avait fait
20 part, notamment, en partie à tout le moins, en
21 interrogatoire en chef, que, selon lui, des
22 reportages diffusés par Radio-Canada faisaient en
23 sorte que des bouts de leur enquête, dans le cadre
24 de Diligence, achoppaient. Et on a été interpellé
25 parce que la séquence ne fonctionne tout simplement

1 pas. Et là on s'est dit, bien, est-ce qu'on a
2 développé des thèses après le fait? Est-ce qu'on
3 s'est convaincu... vous savez, des fois ce n'est
4 pas nécessairement de mauvaise foi, mais on se
5 répète tellement une histoire qu'on finit par la
6 croire. Et on a pensé que c'était important, pour
7 nous, de venir corriger la séquence.

8 Et, avec votre permission donc, nous allons
9 déposer certains documents. Vous vous souviendrez
10 que le témoin Arsenault a relaté, document à
11 l'appui, avoir été rencontré par deux enquêteurs de
12 la SQ le vingt-six (26) mai deux mille neuf (2009)
13 à son bureau suite à deux initiatives prises par un
14 des chefs de l'Escouade Marteau de l'époque. Deux
15 policiers sont venus à son bureau et lui ont fait
16 écouter en ma présence des extraits de
17 communications privées qui avaient été interceptées
18 dans le cadre d'un mandat d'écoute accordé en
19 septembre deux mille huit (2008).

20 Des sujets qui ont été évoqués lors
21 desdites écoutes, l'un deux étaient relatifs à des
22 travaux de rénovation qui auraient eu lieu à la
23 résidence Arsenault en début d'année deux mille
24 neuf (2009). Le témoin Bélanger vient dire en
25 quelque sorte « Radio-Canada révèle des

1 informations sur lesdites rénovations et par la
2 suite, il y aurait une conversation d'écoute entre
3 monsieur Arsenault et sa femme au cours de laquelle
4 monsieur Arsenault dit à sa femme « Pose pas de
5 questions, je fais un emprunt. » comme si après la
6 diffusion des reportages il s'était dépêché d'aller
7 faire un emprunt pour payer des choses qui auraient
8 été autrement offertes gratuitement par une
9 personne qu'on soupçonne d'être un proche.

10 Nous avons déposé, par l'intermédiaire de
11 maître Joncas, un document préparé par la firme
12 Raymond Chabot Grant Thornton. D'abord une lettre
13 du trois (3) juillet deux mille neuf (2009) qui
14 relate les travaux faits par la firme en question
15 puis un rapport du quinze (15) septembre deux mille
16 neuf (2009) signé par la firme, le rapport qui
17 comporte en page 2 un tableau qui s'appelle
18 « Détails de la facturation et des paiements
19 concernant les travaux effectués chez madame et
20 monsieur Michel Arsenault en deux mille neuf
21 (2009) ».

22 Le tableau en question démontre très
23 clairement que les travaux en question ont été
24 facturés en mars et en avril, mars, avril et mai
25 deux mille neuf (2009), soit, la dernière facture

1 est datée du sept (7) mai deux mille neuf (2009),
2 soit avant même que les policiers de la SQ viennent
3 rencontrer monsieur Arsenault à son bureau et lui
4 faire part d'une conversation au cours de laquelle
5 il y aurait été question des rénovations. Et vous
6 voyez également dans la quatrième colonne à partir
7 de la droite que les paiements dans leur entièreté,
8 sous réserve d'un solde de six mille soixante-dix-
9 huit et trente-quatre (6078,34), que les paiements
10 dans leur entièreté ont été effectués en avril, mai
11 et juin deux mille neuf (2009).

12 Et donc, je me répète et je m'en excuse,
13 mais je veux que ce soit très clair, les travaux
14 étaient facturés et payés avant même que les
15 policiers de la SQ ne rendent visite à monsieur
16 Arsenault à son bureau et lui fasse écouter des
17 conversations dont l'une traitait desdites
18 rénovations, conversations qui ont été reproduites
19 devant monsieur Arsenault en ma présence le vingt-
20 six (26) mai.

21 Par la suite, nous avons produit également
22 une lettre que j'adressais le quinze (15) septembre
23 deux mille neuf (2009) à, je crois que la lettre
24 était adressée à la Société Radio-Canada, je ne me
25 souviens plus à qui, je ne l'ai pas devant moi,

1 mais est-ce qu'elle a été produite, Maître Joncas?

2 LE PRÉSIDENT :

3 Elle était adressée à, celle que j'ai était
4 adressée, quinze (15) septembre deux mille neuf
5 (2009)?

6 Me ANDRÉ RYAN :

7 Oui.

8 LE PRÉSIDENT :

9 Adressée à...

10 Me ANDRÉ RYAN :

11 Monsieur Gravel.

12 LE PRÉSIDENT :

13 ... Alain Gravel?

14 Me ANDRÉ RYAN :

15 Oui, à monsieur Gravel et à quelqu'un d'autre je
16 crois.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Ah, bien il y avait des copies à Hubert Lacroix,
19 Pierre Nolet, Pierre Tourangeau.

20 Me ANDRÉ RYAN :

21 Bon, à tout événement...

22 LE PRÉSIDENT :

23 Ou c'était adressé à Hubert Lacroix, Pierre Nolet
24 et Pierre Tourangeau.

25

1 Me ANDRÉ RYAN :

2 D'accord.

3 LE PRÉSIDENT :

4 Oui, c'est ça, avec... Mais le sujet, en fait, je
5 ne sais pas trop à qui c'était adressé mais je sais
6 que les noms de messieurs Lacroix, Nolet et
7 Tourangeau apparaissent et le nom de monsieur
8 Gravel aussi.

9 Me ANDRÉ RYAN :

10 D'accord. La lettre faisait suite à une demande qui
11 avait été faite par une recherchiste de Radio-
12 Canada, de souvenir, son nom est madame Cauchy, et
13 madame Cauchy avait contacté monsieur Arsenault par
14 l'intermédiaire, soit par mon intermédiaire ou par
15 l'intermédiaire du Service de communication et au
16 mois de, de manière concomitante avec la lettre,
17 cherchait des informations relatives auxdits
18 travaux de rénovation. On a fait la recherche au
19 Cabinet, à notre connaissance, c'est la première
20 fois qu'un média communiquait avec monsieur
21 Arsenault pour avoir des réponses relatives à ses
22 travaux de rénovation.

23 Encore une fois, tout cela vous est déposé
24 pour vous montrer que la séquence à laquelle le
25 témoin Bélanger a référé est tout simplement

1 invraisemblable, voire impossible. Et donc,
2 l'exemple qu'il a choisi en réponse à maître Corbo
3 pour démontrer que la diffusion de certains
4 éléments d'enquête nuisent à leurs capacités
5 d'amasser de la preuve, c'est une séquence qui ne
6 fonctionne tout simplement pas et on croyait que
7 c'était opportun de vous le dénoncer pour deux
8 raisons principales.

9 La première, bien, d'abord le lendemain
10 matin dans La Presse, un reportage, de nouveau, le
11 quinze (15), donc, juin deux mille dix-sept (2017),
12 faisait état de cette interrogation, de ces
13 soupçons par la Sûreté du Québec, donc plus de huit
14 ans après on revient avec cette histoire-là. Alors,
15 on trouvait que c'était important, un, de vous
16 montrer que la séquence est invraisemblable,
17 impossible, et, deux, je m'en voudrais, Monsieur le
18 Président, Messieurs et Madame les Commissaires, de
19 ne pas vous mentionner qu'on a été également
20 interpellé par le fait que dans le cadre de leur
21 témoignage, et ça a été le cas de monsieur Lagacé
22 aussi, et de monsieur Bélanger que nous avons
23 écouté, les témoins refont ce qu'on leur reproche,
24 à toutes fins pratiques, c'est-à-dire de venir
25 devant vous et de documenter leurs souvenirs que

1 l'on sait maintenant inexacts avec des extraits de
2 preuve d'écoute électronique dont ils ont souvenir,
3 dont ils ont possession, dont ils ont connaissance
4 et qu'ils viennent partager, par votre
5 intermédiaire avec le public, impunément, de
6 manière je vous dirais que je qualifierais
7 gentiment d'insouciante et peut-être un peu légère.
8 Merci.

9 Me BENOIT BOUCHER :

10 Alors, Monsieur le Président, vous me permettez...

11 LE PRÉSIDENT :

12 Une seconde. Merci Maître Ryan. Bon. On va les
13 produire ces pièces-là?

14 Me ANDRÉ RYAN :

15 Ah! Oui. Je m'excuse, je n'étais pas certain si
16 elles l'étaient ou pas.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Alors, en liasse, en liasse.

19 LE PRÉSIDENT :

20 Ce serait sous 291P, en liasse.

21 Me ANDRÉ RYAN :

22 Donc, il y aurait les...

23 LA GREFFIÈRE :

24 Et, vous décrivez comment?

25

1 Me ANDRÉ RYAN :

2 Je dirais d'abord...

3 LE PRÉSIDENT :

4 Il y a la...

5 Me ANDRÉ RYAN :

6 Rapport préparé par la firme Raymond...

7 LE PRÉSIDENT :

8 Bien, on peut... Je vais, si vous permettez...

9 Me ANDRÉ RYAN :

10 Ah! Par...

11 LE PRÉSIDENT :

12 Je vais décrire ce que j'ai devant les yeux. Alors,

13 une lettre du trois (3) juillet deux mille neuf

14 (2009) de la firme Raymond Chabot Grant Thornton.

15 Ensuite, une seconde lettre du quinze (15)

16 septembre deux mille neuf (2009) de la même firme

17 de vérificateur comptable à laquelle est joint un

18 tableau auquel maître Ryan a fait référence tantôt

19 et finalement une lettre de maître Ryan datée du

20 quinze (15) septembre deux mille dix-neuf (2019) à

21 la Société Radio Canada, en liasse.

22

23 291P : Lettre du 3 juillet 2009 de la firme

24 Raymond Chabot Grant Thornton, une seconde

25 lettre du 15 septembre 2009 de la même

1 firme de vérificateur comptable à laquelle
2 est joint un tableau et une lettre de
3 maître Ryan du 15 septembre 2019 à la
4 Société Radio Canada (en liasse)

5
6 Me ANDRÉ RYAN :

7 Merci beaucoup.

8 LE PRÉSIDENT :

9 Maître Boucher?

10 Me BENOIT BOUCHER :

11 Oui, Monsieur le Président. Je ne sais pas... Je ne
12 croyais pas qu'on était déjà rendu à l'étape des
13 plaidoiries, mais il me semble que ce que j'entends
14 de la part de maître Ryan est une plaidoirie. Or,
15 ce serait peut-être sauter un peu vite aux
16 conclusions de dire que les témoins ont menti ou
17 qu'ils ont inventé quoi que ce soit en produisant
18 un certain nombre de documents qui, à mon sens, ne
19 font preuve que du fait qu'ils apparaissent sur un
20 document. Si on avait voulu faire une preuve de ce
21 qui apparaît dans ces documents-là, il me semble
22 que le témoin approprié aurait été monsieur
23 Arsenault qui aurait pu venir vous expliquer quand
24 les factures lui ont été acheminées, quand il les a
25 payées et on aurait peut-être pu le contre-

1 interroger sur ces questions-là.

2 Maintenant, on ne sait pas quand cette
3 écoute électronique là qui s'est retrouvée dans les
4 médias a été donnée ou coulée aux médias et je ne
5 pense pas qu'on puisse conclure ici que monsieur
6 Bélanger a inventé quoi que ce soit là, face aux
7 documents qui sont présentés.

8 LE PRÉSIDENT :

9 Merci de votre remarque. Nous avons été mis au
10 courant des inquiétudes de monsieur Arsenault et de
11 maître Ryan la semaine dernière et ils nous ont
12 proposé cette façon de faire pour rétablir ce qui,
13 selon eux, est la véritable séquence des faits.
14 Évidemment, vous savez qu'on ne se penche pas sur
15 ce dossier-là, le dossier de Diligence, alors c'est
16 un peu... c'est un incident qui est périphérique au
17 dossier de Diligence, mais on a quand même permis
18 parce qu'il y allait de la réputation de quelqu'un,
19 d'un témoin qui était venu devant nous. Alors,
20 c'est dans ce sens-là que ça été déposé.

21 Maître Ryan en tire une conclusion, vous
22 pouvez en tirer une autre aussi, mais de toute
23 manière on ne se prononcera pas là-dessus. Alors,
24 c'est simplement pour permettre à la personne qui
25 était visée de faire une mise au point et les gens

1 en tireront la conclusion qu'ils veulent bien en
2 tirer.

3 Me BENOIT BOUCHER :

4 Je comprends, mais maintenant il y a une autre
5 personne qui est visée, c'est le policier Bélanger
6 qui est venu témoigner devant vous et de qui on
7 remet la crédibilité en cause.

8 LE PRÉSIDENT :

9 Oui, mais il aura l'occasion de venir s'exprimer.

10 Me BENOIT BOUCHER :

11 Et lui n'aura pas l'occasion de venir
12 s'expliquer...

13 LE PRÉSIDENT :

14 Oui. Bien, si vous avez une demande à faire en ce
15 sens-là, vous le demanderez. On verra ce qu'on fait
16 avec. C'est tout. Merci.

17 Me BENOIT BOUCHER :

18 Merci.

19 LE PRÉSIDENT :

20 Maître Levasseur?

21 Me CHARLES LEVASSEUR :

22 Le prochain témoin, monsieur Bergeron, Stéphane
23 Bergeron, qui est ici à l'avant.

24

1 L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT (2017), ce dix-neuvième
2 (19e) jour du mois de juin,

3

4 A COMPARU :

5

6 STÉPHANE BERGERON, député de Verchères, Assemblée
7 nationale

8

9 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

10

11 INTERROGÉ PAR Me CHARLES LEVASSEUR :

12 Q. **[1]** Bonjour Monsieur Bergeron.

13 R. Bonjour.

14 Q. **[2]** Merci d'être présent à la Commission. Monsieur
15 Bergeron, si on débute avec des détails un peu
16 biographiques, vous êtes détenteur d'un
17 baccalauréat spécialisé en sciences politiques,
18 profil relations internationales de l'Université du
19 Québec à Montréal, c'est exact?

20 R. C'est bien cela.

21 Q. **[3]** Une maîtrise en sciences politiques spécialisée
22 en relations internationales de l'Université Laval?

23 R. C'est bien cela.

24 Q. **[4]** Maintenant, au niveau politique, vous avez été
25 actif au niveau politique autant au niveau fédéral

1 qu'au niveau provincial. Au niveau fédéral, vous
2 avez été député de Verchères puis Verchères-Les
3 Patriotes de mil neuf cent quatre-vingt-treize
4 (1993) à deux mille cinq (2005)?

5 R. C'est bien cela.

6 Q. **[5]** Puis vous avez fait le saut en politique
7 provinciale. Vous avez été élu en décembre deux
8 mille cinq (2005), réélu en mars deux mille sept
9 (2007), réélu en décembre deux mille huit (2008) et
10 en décembre deux mille huit (2008), vous... à
11 partir du vingt-sept (27) août deux mille dix
12 (2010), vous avez été nommé porte-parole de
13 l'opposition officielle en matière de sécurité
14 publique?

15 R. Oui.

16 Q. **[6]** Vous allez être, encore une fois, réélu, en
17 septembre deux mille douze (2012) et cette fois-ci,
18 ça sera madame Marois qui formera le gouvernement.
19 Et le dix-neuf (19) septembre deux mille douze
20 (2012), vous allez être nommé ministre de la
21 Sécurité publique, poste que vous allez occuper
22 jusqu'au vingt-trois (23) avril deux mille quatorze
23 (2014). Vous allez être ministre responsable de
24 l'Outaouais également?

25 R. C'est bien cela.

1 Q. **[7]** Vous allez être, encore une fois, réélu dans
2 Verchères en avril deux mille quatorze (2014). À ce
3 moment-là, vous allez être whip en chef de
4 l'opposition officielle, de mai deux mille seize
5 (2016) à octobre deux mille seize (2016) et vous
6 allez être renommé porte-parole de l'opposition en
7 matière de sécurité publique du quatorze (14)
8 octobre deux mille seize (2016) au trois (3)
9 novembre deux mille seize (2016). Je ne me suis
10 pas... ça va bien à date?

11 R. Tout cela semble correspondre à la réalité.

12 Q. **[8]** Présentement, vous êtes porte-parole de
13 l'opposition officielle, responsable de la région
14 de la Montérégie depuis le trente et un (31)
15 janvier deux mille dix-sept (2017). Vous êtes vice-
16 président de la Commission des institutions depuis
17 le premier (1er) novembre deux mille seize (2016)
18 puis vous êtes le porte-parole de l'opposition
19 officielle en matière de relations internationales
20 de francophonie d'Amérique depuis le quatorze (14)
21 octobre deux mille seize (2016).

22 R. C'est bien cela.

23 Q. **[9]** Vous témoignez aujourd'hui dans le cadre du
24 projet Diligence 2 qui a porté... qui est une
25 enquête de la Sûreté du Québec, on le verra dans

1 quelques instants, qui a porté sur de possibles
2 fuites du projet Diligence vers ce qu'on allègue,
3 certains médias. Si on fait une brève
4 récapitulation un peu chronologique, je l'ai dit
5 d'entrée de jeu, le quatre (4) septembre deux mille
6 douze (2012), le Parti québécois est élu. Le dix-
7 neuf (19) septembre, vous êtes nommé ministre de la
8 Sécurité publique. Le dix (10) octobre deux mille
9 douze (2012), Mario Laprise est nommé directeur
10 général de la Sûreté du Québec. Et en septembre
11 deux mille treize (2013), début septembre deux
12 mille treize (2013), il y a des articles qui
13 commencent à paraître, là, et qui font état de
14 possibles fuites ou d'interférences dans le projet
15 Diligence 2. C'est exact?

16 R. C'est tout à fait exact.

17 Q. **[10]** Et je vous réfère à l'onglet 61 qui est une
18 revue de presse qui m'a été fournie par maître
19 Tremblay, votre procureur, qui relate ou qui
20 répertorie un peu, là, ce que les médias écrits ont
21 publié entre le cinq (5) septembre et le onze (11)
22 septembre. J'attire votre attention, et celle des
23 parties également, à la revue des médias
24 électroniques que la Sûreté du Québec a obtenue
25 dans le cadre de l'enquête sur les fuites, qui est

1 déjà cotée à 228P. Madame la greffière, on peut
2 coter la revue de presse en liasse... pas en liasse
3 mais...

4 LA GREFFIÈRE :

5 Sous 292P, en liasse, les articles de journaux.

6 Me CHARLES LEVASSEUR :

7 C'est exact.

8 LA GREFFIÈRE :

9 De septembre deux mille treize (2013).

10

11 292P : (En liasse) Articles de journaux de
12 septembre 2013

13

14 LE PRÉSIDENT :

15 Là, est-ce que vous faites référence au tableau ou
16 à la... ou à une revue de presse?

17 Me CHARLES LEVASSEUR :

18 Je fais référence à la revue de presse. Moi on m'a
19 indiqué l'onglet 61.

20 LE PRÉSIDENT :

21 Très bien. Alors 292P en liasse?

22 LA GREFFIÈRE :

23 C'est exact, 292P.

24 LE PRÉSIDENT :

25 Allez-y, Maître Levasseur.

1 Me CHARLES LEVASSEUR :

2 Q. **[11]** Oui. Alors suivant... suivant la parution de
3 ces articles, est-ce que j'ai raison d'affirmer,
4 Monsieur Bergeron, que le six (6) septembre deux
5 mille treize (2013), monsieur Arse... monsieur
6 Arsenault a téléphoné à votre cabinet sans
7 mentionner l'objet de l'appel?

8 R. Absolument.

9 Q. **[12]** Est-ce que vous avez retourné l'appel?

10 R. Absolument pas.

11 Q. **[13]** Est-ce que quelqu'un de votre cabinet a
12 retourné l'appel?

13 R. Non.

14 Q. **[14]** Le dix (10) septembre deux mille treize
15 (2013), monsieur Arsenault fait parvenir une lettre
16 à votre cabinet. Je vous suggère... la lettre est
17 déjà cotée à 212P, c'est une lettre datée du dix
18 (10) septembre deux mille treize (2013), on va s'y
19 attarder quelques minutes, si vous me permettez. Au
20 troisième paragraphe, monsieur Arsenault mentionne
21 qu'il a été avisé printemps deux mille neuf (2009)
22 qu'il... dans le milieu du paragraphe, environ, là,
23 ... j'ai aussi été avisé par la Sûreté
24 du Québec dès le printemps deux mille
25 neuf (2009) que je faisais l'objet de

1 surveillance électronique.
2 À la page 2, au deuxième paragraphe de la page 2,
3 monsieur Arsenault mentionne dans sa lettre,
4 ... dans le présent contexte, je vous
5 demande formellement, par la présente,
6 de faire enquête sur les fuites
7 importantes d'informations émanant de
8 la surveillance électronique dont j'ai
9 fait l'objet dans Diligence. Et je
10 porte à votre attention que nous
11 avons déjà demandé en décembre 2012 à
12 un officier supérieur de la Sûreté du
13 Québec de faire des vérifications en
14 ce sens suite à des questions
15 persistantes d'une journaliste de
16 Société Radio-Canada.

17 Est-ce que, premièrement, vous avez déjà vu cette
18 lettre?

19 R. Oui, absolument.

20 Q. **[15]** Et elle est datée du dix (10) septembre deux
21 mille treize (2013), vous en avez pris connaissance
22 à quelle date, le dix (10) septembre, dans les
23 jours qui ont suivi?

24 R. J'en ai pris connaissance le dix (10) septembre.

25 Q. **[16]** Et pourriez-vous nous expliquer un peu la

1 mécanique derrière le traitement d'une lettre comme
2 celle-là? Monsieur Prudhomme nous l'a expliquée un
3 petit peu, mais peut-être nous... nous... nous
4 expliquer à votre niveau, là, la mécanique derrière
5 le traitement de ce genre de lettre-là.

6 R. Très bien, Monsieur le Président, Madame, Monsieur
7 les Commissaires, il est fréquent que des demandes
8 d'enquêtes, frivoles ou non, soient adressées
9 directement au cabinet du ministre de la Sécurité
10 publique. Et le ministre de la Sécurité publique
11 n'a pas le pouvoir de donner suite à ces demandes
12 d'enquête, alors elles sont communiquées au bureau
13 du sous-ministre qui leur accorde le traitement
14 approprié, et c'est ce qui est arrivé avec la
15 lettre de monsieur Arsenault.

16 Q. [17] Et est-ce que... monsieur Prudhomme nous
17 parlait d'une requête, là, c'est... c'est... quand
18 on parle... il y a une requête qui va être
19 ouverte... qui va être ouverte et elle va cheminer
20 vers le bureau du sous-ministre, je ne sais pas si
21 c'est à votre connaissance, c'est monsieur
22 Prudhomme qui nous parlait de ça, là.

23 R. Oui, bien je ne sais pas, une fois que c'est rendu
24 au bureau du sous-ministre quel... quel traitement
25 est donné, mais normalement, c'est un traitement

1 approprié qui est donné à chacune des demandes
2 d'enquête qui est formulée directement auprès du
3 cabinet du ministre.

4 Q. **[18]** Et à votre connaissance, la lettre du dix (10)
5 septembre deux mille treize (2013) de monsieur
6 Arsenault, est-ce qu'elle a reçu le traitement que
7 vous venez de nous décrire?

8 R. C'est ce que j'ai présumé, effectivement.

9 Q. **[19]** Alors au niveau du traitement approprié,
10 pouvez-vous un peu nous expliquer, là, à partir du
11 moment où vous prenez connaissance de la lettre, à
12 partir du moment où, selon le processus établi,
13 elle devrait cheminer vers le bureau du sous-
14 ministre, vous vous s... qu'est-ce qui se passe à
15 votre niveau à vous, là?

16 R. Bien, il ne se passe plus rien à mon niveau à moi,
17 là, de... je veux dire. Comme je le signalais, il
18 est fréquent que des demandes d'enquête soient
19 adressées au cabinet du ministre, mais ce n'est pas
20 au ministre de déclencher des enquêtes parce que
21 telle ou telle personne demande à ce qu'une enquête
22 soit déclenchée. Je pense que les personnes les
23 plus à même de juger de l'opportunité de déclencher
24 ou non les enquêtes ne se trouvent pas au niveau du
25 cabinet du ministre, c'est donc la raison pour

1 laquelle chacune de ces demandes sont acheminées au
2 bureau du sous-ministre qui leur accorde le
3 traitement approprié, donc, en collaboration avec
4 les corps de police concernés.

5 Q. **[20]** À ce moment-là, votre sous-ministre, c'est
6 monsieur Martin Prudhomme?

7 R. Absolument.

8 Q. **[21]** Ça, est-ce que c'était votre sous-ministre en
9 titre ou c'était le sous-ministre aux affaires
10 policières?

11 R. C'était le sous-ministre en titre au moment où j'ai
12 été nommé ministre.

13 Q. **[22]** Alors la lettre chemine auprès de monsieur
14 Prudhomme, il y a un communiqué de presse qui va
15 être émis cette journée-là, c'est exact?

16 R. Absolument.

17 Q. **[23]** Est-ce qu'on va vous tenir informé
18 relativement au communiqué de presse? Est-ce qu'on
19 va vous tenir informé des démarches de la Sûreté,
20 des démarches du bureau du sous-ministre au niveau
21 du communiqué de presse seulement, là?

22 R. Non, en fait, ce que je sais, c'est qu'un
23 communiqué de presse devait être émis et je l'ai vu
24 lorsqu'il a été émis.

25 Q. **[24]** Je voudrais vous référer à deux pièces qui ont

1 déjà été cotées, 219P et 220P. 219P, on peut voir,
2 c'est un courriel avec inscrit « Guy Desrochers »
3 en haut, à gauche, et 220P, c'est un courriel avec
4 votre nom en haut, à gauche.

5 R. Je ne crois pas avoir celui de monsieur Desrochers.

6 Q. **[25]** Je peux vous le... vous l'avez à l'écran.

7 R. Ah! bon. Merci.

8 Q. **[26]** Alors dans le cas du courriel de monsieur
9 Desrochers, on peut voir qu'il s'agit d'un courriel
10 qui est adressé par Martin Prud'homme à monsieur
11 Laprise; est-ce que vous avez eu connaissance que
12 monsieur Prud'homme a acheminé ce courriel-là à
13 monsieur Laprise?

14 R. Pas du tout.

15 Q. **[27]** Si on va à 220P cette fois-là, qui est
16 affiché, que vous avez, c'est un courriel de madame
17 Belcourt; qui est madame Belcourt?

18 R. 220P.

19 Q. **[28]** C'est le courriel de madame Belcourt que vous
20 aviez tout à l'heure, qui est affiché à l'écran.

21 R. Madame Belcourt, c'est, je crois, c'est celle qui
22 s'occupait des communications pour monsieur
23 Laprise.

24 Q. **[29]** Et si on consulte le communiqué de presse,
25 qui... je peux vous en fournir une copie.

1 R. Merci, vous êtes bien aimable.

2 Q. [30] Alors si on consulte le communiqué de presse,
3 qui, entre autres choses, est produit, je le dis au
4 bénéfice des parties, qui est produit sous 218P, on
5 peut voir que, on peut y lire, plutôt, que :

6 Suite à des discussions avec le
7 ministère de la Sécurité publique et
8 une analyse à l'interne, le directeur
9 [...] de la Sûreté du Québec, Mario
10 Laprise, a ordonné la tenue d'une
11 enquête criminelle.

12 À quelles discussions on fait référence, à quel...
13 à quoi on fait référence à ce moment-là, à votre
14 connaissance?

15 R. Bien, je ne sais pas à quelles discussions on fait
16 référence, en ce qui me concerne, il n'y a eu
17 qu'une seule discussion, une discussion
18 téléphonique avec Mario Laprise en présence
19 notamment de Martin Prud'homme. Et à ce moment-là,
20 on m'a informé qu'une enquête avait déjà été
21 déclenchée.

22 Q. [31] Donc, et cette conversation téléphonique-là,
23 est-ce qu'elle va se tenir le dix (10) septembre?

24 R. Elle va se tenir le dix (10) septembre.

25 Q. [32] Bon, on va explorer un peu cette conversation

1 étaient interceptées savaient qu'ils
2 étaient sous écoute, ça se savait que
3 l'opération d'écoute avait touché la
4 FTQ, quelqu'un a dit, sur écoute,
5 qu'il y avait de l'écoute.

6 Alors dès le matin de ce jour du dix (10)
7 septembre, j'ai été très préoccupé par ce que je
8 lisais dans les médias et par ce que j'entendais
9 dans les médias. Alors dès ce matin, pour moi, il y
10 avait quelque chose d'un peu, pour ne pas dire
11 extrêmement préoccupant, à savoir que, en raison
12 d'un coulage à l'interne, une enquête criminelle
13 avait pu échouer.

14 Q. [34] Hum, hum.

15 R. Et il m'apparaissait donc important qu'on
16 m'explique ce qui avait bien pu se passer. Alors
17 j'ai pris la résolution de communiquer avec le
18 directeur de la Sûreté du Québec pour m'enquérir du
19 fait que : étais-je le seul à être préoccupé par
20 cette question-là et quelles étaient les procédures
21 existantes dans ce genre de situation.

22 Et lorsqu'on a communiqué avec monsieur
23 Laprise, après réception de la lettre, parce que la
24 lettre s'est simplement ajoutée, si je peux dire, à
25 tout ce qui se passait depuis le matin, monsieur

1 Laprise m'a rapidement informé qu'il avait
2 déclenché une enquête et, dès ce moment-là, pour
3 moi, il n'était plus requis de poser quelque autre
4 question que ce soit en vertu du principe selon
5 lequel le ministre de la Sécurité publique ne se
6 mêle d'aucune façon, des enquêtes qui sont
7 déclenchées par la Sûreté du Québec ou par quelque
8 autre corps de police.

9 Q. **[35]** Justement, venons-en à votre... bon, vous avez
10 été ministre de la Sécurité publique, votre
11 philosophie relativement aux relations avec le
12 directeur général de la Sûreté du Québec, pourriez-
13 vous nous en parler?

14 R. Pouvez-vous préciser votre question?

15 Q. **[36]** En fait, au niveau... vous avez eu, en tant
16 que ministre de la Sécurité publique, à discuter
17 avec le directeur général de la Sûreté du Québec,
18 c'est exact?

19 R. Oui.

20 Q. **[37]** Par exemple, au niveau budgétaire pour
21 l'allocation de crédits, pour des grandes... des
22 très, très, grandes orientations, c'est exact?

23 R. Absolument.

24 Q. **[38]** Au niveau opérationnel, par exemple, est-ce
25 que vous avez déjà ordonné à monsieur Laprise ou

1 monsieur... monsieur Prud'homme, lorsqu'il est
2 arrivé, vous n'étiez plus là, mais à monsieur
3 Laprise de déclencher une enquête? Avez-vous déjà
4 ordonné à monsieur Laprise de déclencher une
5 enquête?

6 R. En aucune façon.

7 Q. [39] Et, au niveau de la séparation des pouvoirs,
8 entre le politique et le policier, vous, votre
9 façon... lorsque vous étiez ministre de la Sécurité
10 publique, vous appliquiez ça... vous voyiez ça de
11 quelle façon?

12 R. Monsieur le Président, au moment du déclenchement
13 de cette enquête, j'étais sincèrement très heureux
14 qu'elle doit déclencher. Dans la mesure où un défi
15 qui incombe à tout ministre de la Sécurité
16 publique, et possiblement à tout ministre de la
17 Justice, comme il n'existe pas de règle, c'est de
18 définir où se situe la frontière entre l'obligation
19 qui est faite au ministre d'assurer l'intégrité du
20 système judiciaire et l'obligation qui lui est
21 faite de ne pas s'immiscer dans les opérations
22 policières. Et comme il n'existe pas de règle
23 précise, la frontière est pour le moins ténue.
24 Alors, il appartient, à toutes fins utiles, à
25 chaque ministre de définir où se situe cette

1 frontière.

2 Et, pour ma part, très rapidement, il a été
3 très clairement établi que, d'aucune façon, je
4 devais, ni de près ni de loin, être impliqué,
5 informé de tout ce qui touche aux détails d'une
6 enquête criminelle.

7 Q. **[40]** Monsieur Laprise, puis je vous le soumetts,
8 monsieur Laprise nous a exposé qu'il avait conclu
9 une entente avec vous, c'était... vous lui auriez
10 dit : « Fais de la police, je vais m'occuper du
11 politique », est-ce que ça résume un peu bien...
12 est-ce que ça résume un peu, là, votre pensée là-
13 dessus?

14 R. Ça résume très bien ma pensée et l'état des
15 conversations au tout de début de sa prise de
16 poste.

17 Q. **[41]** Alors, si on revient à la journée du dix (10),
18 vous dites que vous avez des préoccupations dès le
19 début de la journée. Est-ce qu'à ce moment-là, vous
20 en discutez avec monsieur Prud'homme, qui est votre
21 sous-ministre en titre?

22 R. Absolument.

23 Q. **[42]** Et, au niveau des conversations, ça tourne
24 autour de quoi, les sujets qui sont abordés avec
25 monsieur Prud'homme, pouvez-vous nous les exposer,

1 s'il vous plaît?

2 R. Écoutez, j'ai simplement exprimé mes
3 préoccupations, il semblait les partager et puis je
4 lui ai dit que, puisque lui et moi semblions
5 partager les mêmes préoccupations, nous allions
6 nous enquêter du fait que le directeur de la Sûreté
7 du Québec partageait aussi les mêmes
8 préoccupations. C'est à ce moment-là que j'ai
9 convenu que nous allions entrer en communication
10 avec monsieur Laprise pour échanger brièvement, et
11 ça a été très bref, en effet, sur la question avec
12 monsieur Laprise.

13 Q. **[43]** Et, juste pour être certain que je comprends
14 bien votre témoignage, votre préoccupation, c'était
15 sur la raison pour laquelle Diligence, qu'on a
16 appelé Diligence 2, là, aurait été un peu torpillé.
17 Est-ce que je résume bien votre pensée ou...
18 corrigez-moi si je me trompe?

19 R. Non, c'est un bon résumé. Effectivement, ma
20 préoccupation, cette journée-là, c'était
21 essentiellement de m'inquiéter du fait que du
22 coulage à l'interne ait pu donner lieu à un échec
23 d'une enquête criminelle.

24 Q. **[44]** Vous nous l'avez dit, l'appel avec monsieur
25 Laprise a été bref, pourriez-vous nous donner une

1 idée de grandeur, est-ce qu'on parle de secondes,
2 est-ce qu'on parle de minutes, de dizaines de
3 minutes?

4 R. Écoutez, pour moi, c'était un événement parmi tant
5 d'autres au cours de la journée, alors je vous
6 dirais que ça a duré quelques minutes, tout au
7 plus.

8 Q. [45] Et, au niveau de la conversation, pouvez-vous
9 entrer un peu plus dans le détail de ce qui a été
10 abordé?

11 R. En fait, je n'ai pas souvenance du détail de la
12 conversation, Monsieur le Président, mais ce que
13 j'ai dit, cependant, ou ce que j'ai manifesté, ce
14 que j'ai exprimé, c'est ma préoccupation à l'égard
15 de ce que j'avais lu dans les journaux depuis un
16 certain nombre de jours, de ce que j'avais lu le
17 matin, de ce que j'avais entendu à TVA. S'ajoutant
18 à cela la fameuse lettre, qu'il avait manifestement
19 entre les mains au moment où on s'est parlé. Et il
20 m'a dit quelque chose qui ressemble à : « Oui,
21 d'ailleurs, j'ai déclenché une enquête à ce
22 sujet. » Et puis c'est là que, pour ma part, mon
23 intervention dans la conversation a pris fin.

24 Q. [46] Et, si on prend la lettre de monsieur
25 Arsenault, à la page 2, au deuxième paragraphe,

1 monsieur Arsenault porte à votre attention qu'il y
2 a déjà eu une plainte que lui situe en décembre
3 deux mille douze (2012). Est-ce que vous avez posé
4 des questions spécifiquement à monsieur Laprise
5 relativement à cette allégation-ci de monsieur
6 Arsenault?

7 R. Je n'ai posé aucune question à partir du moment où
8 monsieur Laprise m'a dit qu'il y avait une enquête
9 de déclenchée.

10 Q. **[47]** Avant qu'il porte à votre connaissance qu'il y
11 avait une enquête de déclenchée, est-ce que vous
12 lui avez posé la question « Mario, qu'est-ce
13 que... »?

14 R. On n'a pas eu le temps de se rendre bien loin parce
15 qu'il m'a vite dit qu'il avait déclenché une
16 enquête alors pour moi ça s'arrêtait là.

17 Q. **[48]** Et ça s'arrêtait là en vertu du principe que
18 vous nous avez expliqué tout à l'heure.

19 R. Absolument.

20 Q. **[49]** Lorsque, en fait, le dix (10) septembre deux
21 mille treize (2013), monsieur Arsenault, Michel,
22 est-ce que vous le connaissez personnellement,
23 vous?

24 R. Non, absolument pas.

25 Q. **[50]** Est-ce que vous le connaissez,

1 professionnellement, tout le monde connaît monsieur
2 Arsenault mais est-ce que vous le connaissez, est-
3 ce que vous avez une relation professionnelle avec
4 monsieur Arsenault?

5 R. Absolument pas.

6 Q. **[51]** Est-ce que vous allez être tenu informé de la
7 suite des choses? Par exemple, est-ce que vous
8 allez être tenu informé de ce qui va survenir le
9 onze (11), le douze (12), le treize (13) septembre?

10 R. Non. Je n'ai jamais posé la moindre question par la
11 suite. Personne, ni monsieur Laprise ni monsieur
12 Prud'Homme ni quiconque dans mon entourage ne m'a
13 jamais informé de quoi que ce soit jusqu'à ce que
14 la nouvelle soit révélée l'automne passé qu'il y
15 avait eu surveillance, si je puis dire, des
16 registres téléphoniques d'un certain nombre de
17 journalistes. C'est à ce moment-là que je
18 l'apprenais.

19 Q. **[52]** Et justement début novembre, et je vous invite
20 à consulter le verbatim du point de presse que vous
21 avez donné le deux (2) novembre deux mille seize
22 (2016).

23 R. Oui.

24 Q. **[53]** Au niveau des onglets, c'est un document qui
25 s'intitule « Point de presse de monsieur Jean-

1 François Lisée, chef de l'opposition officielle,
2 monsieur Stéphane Bergeron, porte-parole de
3 l'opposition officielle » du deux (2) novembre deux
4 mille seize (2016) à quinze heures cinquante
5 (15 h 50) et je vous le soumetts, ce que vous nous
6 relatez est contenu dans le verbatim du point de
7 presse.

8 Sauf que dans le verbatim du point de
9 presse il y a un élément qui s'ajoute et je vous
10 invite page 3, dans le haut de la page 3, ce que
11 vous mentionnez c'est, en fait c'est comment il se
12 faisait, c'était vos interrogations à ce moment-là,
13 je vous le soumetts, comment il se faisait qu'une
14 information aussi sensible ait pu se rendre aux
15 oreilles d'un membre du Conseil des ministres qui a
16 pris le téléphone et qui a dit au principal
17 intéressé « Tu fais l'objet d'une enquête, tu fais
18 l'objet d'une écoute électronique. ».

19 Un peu plus loin, ce membre du Conseil des
20 ministres vous allez l'identifier comme étant
21 monsieur Bachand. Est-ce que vous avez des
22 commentaires à formuler relativement à cette
23 proposition-là, cette affirmation-là que vous avez
24 faite en novembre deux mille seize (2016).

25 R. Alors, si on se ramène à septembre deux mille

1 treize (2013), les articles laissaient entendre que
2 monsieur Arsenault avait pu être informé soit
3 directement par les policiers, soit par un membre
4 du gouvernement et dans un cas comme dans l'autre,
5 ça me préoccupait. Si on revient à novembre deux
6 mille seize (2016), ce que je vous dirai c'est que
7 j'étais sous l'impression à ce moment-là qu'à la
8 lumière du témoignage de monsieur Arsenault devant
9 la Commission Charbonneau où il avait fait état
10 d'une discussion avec monsieur Bachand, celui-ci
11 l'aurait informé qu'il était sous enquête. Or, il
12 appert que ça ne soit pas tout à fait le cas.

13 Q. **[54]** 223P, vous avez réagi dans les médias dans les
14 jours qui ont suivi, dans les heures qui ont suivi
15 également. 223P, c'est un article qui a été écrit
16 le deux (2) novembre deux mille seize (2016) et je
17 vous invite à la page 2 de l'article.

18 R. Je ne crois pas l'avoir sous les yeux, excusez-moi.
19 Merci. Ah oui, oui. Je l'avais effectivement,
20 désolé.

21 Q. **[55]** Il n'y a pas de problème. Si vous l'avez, je
22 vais le reprendre.

23 R. Oui, je vais vous le...

24 Q. **[56]** Ça va être dur à suivre.

25 R. Oui.

1 Q. [57] Alors, dans cet article, je vous invite à la
2 page 2 au un, deux, trois, quatre, quatrième
3 paragraphe et ça reprend un peu les propos que vous
4 avez tenus au point de presse. À ce moment-là, vous
5 avez assuré la presse que vous n'aviez jamais
6 demandé à la Sûreté de viser les journalistes. Est-
7 ce que c'est exact ça?

8 R. Je n'ai rien demandé au directeur de la Sûreté du
9 Québec, il m'a annoncé qu'il avait déclenché une
10 enquête. Alors, pour moi, ça s'arrêtait là.

11 Q. [58] Et, au moment où ils informent... au moment où
12 il vous informe qu'il a déclenché une enquête, est-
13 ce qu'il vous informe que cette enquête qu'il a
14 déclenchée va éventuellement ou peut-être mener à
15 des ordonnances judiciaires qui pourraient viser
16 des journalistes?

17 R. Absolument pas. D'abord, je n'aurais pas voulu
18 qu'il me donne quelque information concernant
19 l'enquête mais, d'autre part, permettez-moi un
20 commentaire, n'eût été des articles parus dans les
21 médias et des reportages dans les médias,
22 personnellement, je n'aurais probablement pas été
23 informé de ce coulage d'informations. Alors, d'une
24 certaine façon, il aura été salutaire que nous
25 ayons pu être informés de cela et j'imagine que

1 c'est ce qui a permis également à monsieur Laprise
2 de prendre connaissance de cette situation et de
3 poser les gestes qui lui apparaissaient appropriés,
4 si j'ai bien compris son témoignage, cinq jours
5 avant que je lui donne un coup de fil. Puis,
6 d'ailleurs, puisque vous êtes sur cet article...

7 Q. **[59]** Allez-y.

8 R. Le paragraphe suivant nous indique que :

9 Une source policière affirme à La
10 Presse que l'enquête n'était pas
11 considérée à l'interne comme une
12 commande politique. La direction était
13 vraiment déterminée à mettre fin aux
14 fuites qui alimentaient les reportages
15 sur l'industrie de la construction. Le
16 Code criminel interdit d'utiliser le
17 contenu d'écoute électronique hors
18 d'un cadre légal.

19 Alors, je pense que c'est ce qui explique la
20 décision à l'interne de déclencher une enquête et,
21 ce, bien avant que je communique avec le directeur
22 de la Sûreté du Québec.

23 Q. **[60]** Suite au déclenchement de l'enquête, est-ce
24 que vous avez réabordé le sujet avec votre sous-
25 ministre en titre, monsieur Prud'homme?

1 R. Comme j'ai eu l'occasion de le signaler
2 précédemment, à aucun moment nous avons abordé de
3 nouveau cette question monsieur Prud'homme et moi.

4 Q. **[61]** À votre connaissance, est-ce que quelqu'un de
5 votre cabinet ou de votre ministère a été informé
6 des développements de l'enquête?

7 R. À ma connaissance, personne n'a été informé des
8 développements de l'enquête.

9 Q. **[62]** Donc, la première fois, si je résume là, la
10 première fois où vous prenez connaissance que des
11 ordonnances judiciaires ont pu viser des
12 journalistes, c'est en novembre deux mille seize
13 (2016).

14 R. Absolument.

15 Q. **[63]** Moi j'aurais terminé.

16 LE PRÉSIDENT :

17 Très bien. Merci.

18 LA GREFFIÈRE :

19 Est-ce que vous allez produire le point de presse?

20 Me CHARLES LEVASSEUR :

21 Oui.

22 LA GREFFIÈRE :

23 Sous 293P.

24

25 293P : Point de presse

1 LE PRÉSIDENT :

2 Alors, je vais offrir aux avocats de vous poser
3 des questions, s'ils en ont l'intention. Alors,
4 en commençant par Maître Corbo.

5 Me MATHIEU CORBO :

6 Je n'ai pas de questions, merci.

7 LE PRÉSIDENT :

8 Maître Carlesso?

9 Me JULIE CARLESSO :

10 J'ai quelques questions, Monsieur le Président.

11 LE PRÉSIDENT :

12 Très bien. Je vous en prie. Maître Carlesso
13 représente le groupe Québecor et le Devoir.

14 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me JULIE CARLESSO :

15 Q. **[64]** Bonjour Monsieur Bergeron.

16 R. Bonjour.

17 Q. **[65]** Je veux revenir brièvement sur le communiqué
18 de presse. Vous avez mentionné que vous aviez, vous
19 l'aviez vu, dans le fond, la première fois
20 lorsqu'il a été émis. Est-ce que c'est exact?

21 R. Oui.

22 Q. **[66]** O.K. Donc, vous ne l'avez pas approuvé à
23 l'avance.

24 R. Non.

25 Q. **[67]** O.K. Lorsqu'il est émis, vous êtes d'accord

1 avec son contenu, j'imagine...

2 R. Oui.

3 Q. **[68]** Sinon vous auriez décidé de faire une
4 rectification?

5 R. Non. D'abord, il était émis et ensuite je n'ai pas
6 à m'immiscer dans les affaires internes de la
7 Sûreté du Québec.

8 Q. **[69]** D'accord. Alors, si on prend le communiqué à
9 la pièce 218P, vous l'avez?

10 R. Oui.

11 Q. **[70]** Suite à des discussions avec le Ministère, le
12 directeur de la Sûreté du Québec a ordonné la tenue
13 d'une enquête. J'essaie de réconcilier ça avec la
14 réalité, telle que vous l'avez décrite tout à
15 l'heure, c'est-à-dire que lorsque vous appelez
16 monsieur Laprise, il vous informe qu'une enquête
17 est déjà déclenchée. C'est exact?

18 R. Oui.

19 Q. **[71]** Bon. Alors, quelle est votre compréhension
20 lorsque vous lisez le communiqué de presse et qu'on
21 lit que c'est suite à des discussions avec le
22 Ministère que la Sûreté du Québec décide de
23 déclencher une enquête?

24 R. Alors, j'ai cru comprendre du témoignage de
25 monsieur Laprise qu'il y avait eu des échanges de

1 discussion, il y a eu des discussions entre
2 monsieur Laprise et monsieur Prud'homme dans les
3 jours précédant le dix (10) septembre. Est-ce que
4 c'est ce à quoi on fait référence dans le
5 communiqué? La seule chose sur laquelle on se soit
6 entendu, c'est que la décision de déclencher une
7 enquête allait être rendue publique et que c'est la
8 Sûreté du Québec qui allait rendre publique cette
9 décision.

10 Q. **[72]** O.K. Et à la fin du communiqué, lorsqu'on
11 lit :

12 Compte tenu qu'une enquête criminelle
13 est maintenant déclenchée...
14 maintenant initiée...

15 Pardon. Il faut aussi comprendre que lorsqu'on lit
16 « est maintenant initiée », ça datait des jours
17 précédents lorsque monsieur Laprise a pris sa
18 décision?

19 R. C'est ce que j'ai compris du témoignage de monsieur
20 Laprise.

21 Q. **[73]** O.K.

22 R. Moi j'ai appris que c'était cinq jours avant
23 l'appel qu'au moment du témoignage de monsieur
24 Laprise, au moment où... au moment où nous nous
25 sommes parlé le dix (10) septembre, il a dit :

1 « Une enquête... d'ailleurs, une enquête a été
2 déclenchée. » Il n'a jamais été question du moment
3 où il avait déclenché, c'est donc un peu plus tôt
4 au cours des derniers jours que j'ai appris que ça
5 avait été déclenché cinq jours plus tôt.

6 Q. [74] Donc, c'était cinq jours plus tôt qu'elle a
7 été déclenchée, c'est qu'on vous informe lors de
8 l'appel?

9 R. Non, c'est ce que j'ai appris ces derniers jours
10 dans le témoignage de monsieur Laprise.

11 Q. [75] Ah, ces derniers temps, O.K. C'est bon, je
12 voulais être sûre de bien comprendre. D'accord. Et
13 maintenant, si on prend la pièce 293P, qui est le
14 point de presse du deux (2) novembre deux mille
15 seize (2016), si on va à la page 3 sur 14, le
16 premier paragraphe, qui est surligné, si on va à la
17 fin de ce paragraphe-là, et là, je pense... c'est
18 bien... c'est vous qui racontez les faits. Alors :

19 Et c'est à ce moment-là que monsieur
20 Laprise nous a annoncé que de toute
21 façon, compte tenu des circonstances,
22 il déclenchait une enquête.

23 Bon. Alors, c'est à ce moment-là que monsieur
24 Laprise décide de déclencher une enquête ou
25 l'enquête est déjà déclenchée?

1 R. C'est intéressant que vous posiez la question parce
2 que je viens de vous signaler qu'au moment où nous
3 nous sommes parlés, le fait qu'il ait déclenché une
4 enquête, au point de vue temporel, est un peu
5 imprécis dans mon esprit. Alors, je ne savais pas
6 s'il l'avait déclenchée quelques heures plus tôt,
7 quelques minutes plus tôt, je ne le savais pas. Et
8 comme j'ai eu l'occasion de le signaler, pour moi,
9 toute autre question au sujet de cette enquête
10 était inappropriée, ça fait que je n'ai pas posé
11 davantage de questions et ce n'est que lors de son
12 témoignage que j'ai appris que cette enquête avait
13 été déclenchée cinq jours plus tôt.

14 Q. [76] Je comprends, Monsieur Bergeron, que ce
15 n'était pas nécessairement précisé le moment auquel
16 monsieur Laprise a décidé de déclencher son
17 enquête, mais est-ce que vous pouvez être d'accord
18 avec moi qu'il y a une différence entre vous dire :
19 « De toute façon, Monsieur Bergeron, j'ai déjà
20 ordonné la tenue d'une enquête » sans vous préciser
21 à quel moment ce fut fait et « Vous avez bien
22 raison, on devrait déclencher une enquête et je
23 vais déclencher une enquête »?

24 R. Il ne m'a pas dit : « Vous avez bien raison, on
25 devrait déclencher une enquête », il m'a dit qu'une

1 enquête était déclenchée.

2 Q. **[77]** D'accord. Et lorsque vous appelez monsieur
3 Bergeron... monsieur Laprise, pardon, ma
4 compréhension c'est que vous lui demandez :
5 « Qu'est-ce que c'est ça? »

6 R. Oui.

7 Q. **[78]** Comme vous le rapportez dans le point de
8 presse. Et donc, à ce moment-là, ce que vous
9 cherchez à savoir, c'est qu'est-ce qui a pu se
10 passer ou qu'est-ce que... qu'est-ce qui a pu se
11 passer, comment on s'en retrouve là qu'il y ait
12 possiblement eu du coulage d'informations qui a
13 miné une enquête?

14 R. Exactement.

15 Q. **[79]** Et la suite à donner à ça, dans votre esprit,
16 quand vous appelez monsieur Laprise?

17 R. Je n'ai pas d'idée de la suite à donner, je
18 téléphonais pour savoir quel genre de suite on
19 donne à ce genre de situation.

20 Q. **[80]** O.K. Et si monsieur Laprise vous avait dit
21 qu'il allait y voir, j'imagine qu'à ce moment-là,
22 vous auriez fait un suivi pour vous tenir informé
23 de la suite des choses?

24 R. Ça m'apparaît être une question hautement
25 hypothétique dans la mesure où il m'a dit qu'il

1 avait déclenché une enquête.

2 Q. **[81]** C'est une question hypothétique, mais je vous
3 la pose quand même, Monsieur Bergeron, est-ce que
4 vous... Quand vous appelez monsieur Laprise, vous
5 devez bien avoir une idée d'où vous voulez en venir
6 avec ça, c'est-à-dire que vous ne l'appelez pas
7 pour...

8 R. Je n'ai pas d'idée d'où je veux en venir, je veux
9 vraiment savoir si c'est une situation inusitée ou
10 si c'est une situation qu'on a déjà rencontrée par
11 le passé et qu'est-ce qu'on fait dans ce genre de
12 situation à l'interne à la Sûreté du Québec. Alors,
13 monsieur Laprise m'a rapidement informé qu'il avait
14 déclenché une enquête et pour moi, l'histoire se
15 terminait là.

16 Q. **[82]** Je vous remercie.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Merci. Maître Leblanc?

19 Me CHRISTIAN LEBLANC :

20 Quelques questions.

21 LE PRÉSIDENT :

22 Oui. Maître Leblanc représente Consortium de
23 médias, à l'exclusion de Québecor et du Devoir,
24 donc les autres.

25

1 Me CHRISTIAN LEBLANC :

2 Merci.

3 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me CHRISTIAN LEBLANC :

4 Q. **[83]** Bonjour Monsieur Bergeron.

5 R. Bonjour.

6 Q. **[84]** Je comprends donc que la journée du dix (10),
7 vous appelez le directeur de la Sûreté du Québec
8 parce que vous êtes préoccupé du coulage dans les
9 médias, selon vous...

10 R. Non. Je ne suis pas préoccupé du coulage dans les
11 médias, je suis préoccupé du coulage qui a donné
12 lieu à l'échec d'une enquête criminelle.

13 Q. **[85]** O.K.

14 R. C'est ça qui me préoccupe.

15 Q. **[86]** Et qu'est-ce que vous voulez dire par là?
16 Parce que je croyais que... parce qu'on lisait dans
17 les médias qu'il y aurait peut-être de l'écoute
18 électronique, ça vous préoccupait. Mais ce n'est
19 pas ça? J'essaie de comprendre votre témoignage,
20 donc pouvez-vous élaborer sur ce que vous venez de
21 dire?

22 R. Alors, c'est relativement simple, je lis dans les
23 médias que du coulage de contenu d'une enquête
24 électronique a pu donner lieu à l'échec d'une
25 enquête criminelle. Ça me préoccupait.

1 Q. **[87]** Et le coulage, vous voulez dire le coulage
2 auprès de journalistes?

3 R. Non, le coulage qui a fait en sorte qu'une enquête
4 avorte.

5 Q. **[88]** Alors le coulage est auprès de qui?

6 R. Écoutez, je vais vous le relire, là, on disait
7 ...les dirigeants de la FTQ et de la
8 FTQ construction dont les
9 conversations étaient interceptées
10 savaient qu'ils étaient sous écoute.
11 Ça se savait que l'opération d'écoute
12 avait touché la FTQ. Quelqu'un a dit
13 sur écoute qu'il y avait de l'écoute.

14 Vous comprendrez que dans les circonstances, ça
15 fait peut-être en sorte qu'il y a un certain nombre
16 de choses qui ne se disent pas qui auraient peut-
17 être pu se dire, alors c'est ça, à mon sens, qui a
18 peut-être pu faire capoter l'enquête.

19 Q. **[89]** Donc le coulage auquel vous faites référence,
20 c'est le fait que les personnes sous écoute
21 auraient été avisées qu'elles sont sous écoutes.

22 R. Voilà.

23 Q. **[90]** Et est-ce qu'ils auraient été avisés, selon
24 vous, par les journalistes ou d'autres personnes?

25 R. Je ne sais pas.

1 Q. **[91]** Quand vous appelez monsieur...

2 R. J'ai évoqué, si vous me permettez...

3 Q. **[92]** Allez-y.

4 R. J'ai évoqué... dans les médias, ce jour-là, on
5 évoquait deux possibilités. Soit que les personnes
6 concernées ont été informées par un membre de
7 l'exécutif, soit qu'ils auraient été informés
8 directement par les policiers. Et dans les deux
9 cas, ça m'apparaissait préoccupant.

10 Q. **[93]** Donc, je comprends qu'il n'est pas question de
11 journaliste. Dans vos... cette journée-là, dans
12 votre esprit, c'est soit un membre de l'exécutif ou
13 soit des policiers qui ont avisé les gens sous
14 écoute. Exact?

15 R. Absolument. Et comme je le disais un peu plus tôt,
16 pour moi, jusqu'à un certain point, il était
17 salutaire que les médias en fassent état, parce
18 qu'autrement, peut-être ne l'aurais-je jamais su,
19 et peut-être monsieur Laprise ne l'aurait-il jamais
20 su, et j'ai cru comprendre de son témoignage que
21 c'est parce qu'il l'avait appris dans les médias
22 qu'il a décidé de déclencher cette enquête.

23 Q. **[94]** En fait, Monsieur Bergeron, si je vous suggère
24 que votre principale préoccupation, c'était qu'un
25 membre de l'exécutif ait avisé les gens sous

1 écoute, notamment monsieur Arsenault et que vous
2 souhaitiez que cette... que l'enquête vise cela,
3 est-ce que j'ai raison?

4 R. Comme j'ai eu l'occasion de vous le dire, les
5 articles ce jour-là suggéraient que les personnes
6 sous écoute aient pu être informées soit par le
7 biais d'un membre du gouvernement, soit par des
8 sources policières. Dans les deux cas, ça
9 m'apparaissait préoccupant. Alors je voulais
10 simplement savoir est-ce que c'est une situation
11 inusitée, est-ce que c'est une situation qui est
12 déjà survenue dans le passé et qu'est-ce qui est la
13 procédure habituelle dans ce genre de situation.

14 Q. **[95]** Est-ce que j'ai raison de dire que ce qui vous
15 préoccupait principalement, c'était qu'un membre de
16 l'exécutif ait pu aviser les gens sous écoute,
17 notamment monsieur Arsenault?

18 R. Ce qui me préoccupait, c'est qu'une enquête
19 policière ait pu avorter.

20 Q. **[96]** Est-ce que j'ai raison de dire que ce qui...
21 que pour vous, l'objet de l'enquête, ce qui était
22 important, c'était qu'on fasse la lumière sur ce
23 membre de l'exécutif qui aurait avisé monsieur
24 Arsenault?

25 R. Ce qui me préoccupait, c'est qu'une enquête

1 policière ait pu avorter.

2 Q. [97] Prenez la pièce 293P, c'est votre point de
3 presse.

4 R. Oui.

5 Q. [98] La page 2, en bas. En fait, ce qui est
6 surligné en jaune. Je vais le citer.

7 Je n'ai personnellement eu aucune
8 conversation dans la foulée de cette
9 lettre avec monsieur Arsenault, en
10 fait, à peu près de façon simultanée,
11 il y a eu des informations à l'effet
12 qu'il faisait l'objet d'une écoute
13 électronique.

14 Il est écrit

15 Il a écrit au cabinet, s'inquiétant
16 vraisemblablement de faire l'objet
17 d'une enquête. Mais nous, ce qui nous
18 préoccupait, c'est comment il se
19 faisait qu'une information si
20 sensible...

21 Ça, j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de vous
22 le signaler,

23 ... ait pu se rendre aux oreilles d'un
24 membre du Conseil des ministres qui a
25 pris le téléphone et qui a dit au

1 principal intéressé « tu fais l'objet
2 d'une écoute électronique », risquant
3 ce faisant de faire dérailler
4 l'enquête policière. Ça, j'ai trouvé
5 ça extrêmement préoccupant.

6 Êtes-vous d'accord avec vos paroles...

7 R. Absolument.

8 Q. [99] ... prononcées à l'époque?

9 R. Absolument, puis comme j'ai eu l'occasion de le
10 signaler plus tôt, à ce moment-là, j'étais sous
11 l'impression, à la lumière du témoignage de
12 monsieur Arsenault devant la Commission
13 Charbonneau, que dans le... quand il a évoqué la
14 conversation qu'il a eue avec monsieur Bachand,
15 c'est monsieur Bachand qui l'avait informé du fait
16 qu'il était sous écoute.

17 Q. [100] On va continuer. Toujours au même endroit.

18 Et c'est alors que le sous-ministre de
19 l'époque, monsieur Prudhomme, l'actuel
20 directeur de la Sûreté du Québec et
21 moi-même avons communiqué avec
22 monsieur Laprise pour lui demander ce
23 qu'il en était.

24 Est-ce que vous avez indiqué, lors de l'appel avec
25 monsieur Laprise, ce fait qui vous concernait,

1 c'est-à-dire un membre de l'exécutif qui aurait
2 communiqué à monsieur Arsenault qu'il était sous
3 écoute?

4 R. C'est-à-dire que comme je l'évoquais, les médias du
5 jour faisaient état du fait que les gens se
6 savaient sous enquête, alors comment ont-ils pu se
7 savoir sous enquête, c'est ce qui me préoccupait.

8 Q. **[101]** Est-ce que vous avez, je pense que la
9 question est claire, Monsieur Bergeron, vous ne
10 vous en souvenez peut-être pas, mais est-ce que
11 vous avez communiqué, comme vous le dites ici, cet
12 état de fait, c'est-à-dire qu'un membre du Conseil
13 des ministres aurait révélé à monsieur Arsenault
14 qu'il était sous écoute. Est-ce que ça, vous l'avez
15 évoqué avec monsieur Laprise?

16 R. J'ai évoqué avec monsieur Laprise le fait que les
17 médias, ce jour-là, évoquaient le fait que les gens
18 avaient pu être informés soit par un membre du
19 gouvernement, soit par des sources policières, et
20 c'est ça qui me préoccupait.

21 Q. **[102]** Avez-vous nommé le membre du Conseil des
22 ministres que vous avez nommé tantôt lors de la
23 conversation avec monsieur Laprise?

24 R. Non, parce que comme je vous le signalais, c'est
25 une information que je croyais être vraie au moment

1 de mon point de presse en novembre dernier.

2 Q. **[103]** Est-ce que, selon vous, donc l'enquête
3 portait sur, nommément, cette supposée
4 communication entre un membre du Conseil des
5 ministres et monsieur Arsenault révélant l'écoute
6 électronique?

7 R. Monsieur Laprise ne m'a pas informé du détail de
8 sur qui sur quoi portait l'enquête sinon que ça
9 portait sur cette situation.

10 Q. **[104]** Alors comment vous pouvez dire le prochain
11 surligné en jaune, je vous cite :

12 Jamais, je veux dire, ils
13 déclenchaient une enquête sur les
14 fuites à l'interne qui avaient permis
15 à un ministre d'être informé que le
16 président de la FTQ était sous écoute
17 électronique.

18 Comment vous pouvez dire ça alors?

19 R. Parce que le jour même, encore une fois, les médias
20 laissaient entendre qu'il a pu être informé soit
21 par l'intermédiaire d'un membre du gouvernement,
22 soit par des sources policières, alors ça
23 n'excluait pas la possibilité qu'il ait pu être
24 informé par un membre du gouvernement, en effet.

25 Q. **[105]** Mais, Monsieur Bergeron, ce n'est pas ce que

1 vous dites ici, là, vous dites :

2 ... ils déclenchaient une enquête...

3 vous le savez sur quoi, là :

4 ... sur les fuites à l'interne qui
5 avaient permis à un ministre d'être
6 informé que le président de la FTQ
7 était sous écoute...

8 quand est-ce qu'il vous a dit ça, monsieur Laprise,
9 que l'enquête portait là-dessus?

10 R. Je vous répète que ça, c'est ma connaissance des
11 faits en novembre dernier. En novembre dernier, il
12 y avait eu entre-temps le témoignage de monsieur
13 Arsenault devant la Commission Charbonneau, dans
14 lequel il a évoqué une conversation qu'il avait eue
15 avec monsieur Bachand, et j'avais cru comprendre de
16 cette conversation que monsieur Bachand l'avait
17 informé de. Alors moi, je reliais ça à
18 l'information du jour, le dix (10) septembre, à
19 l'effet qu'un membre du gouvernement a pu informer
20 monsieur Arsenault du fait qu'il était sous écoute.

21 Q. **[106]** Ce n'est pas ma question, Monsieur Bergeron.
22 Ici, là, vous dites...

23 R. Bien, c'est ma réponse.

24 Q. **[107]** ... vous savez sur quoi porte l'enquête, vous
25 savez, à tout le moins, sur quoi porte une partie

1 de l'enquête parce que vous dites que l'enquête
2 s'était déclenchée sur les fuites à l'interne qui
3 avaient permis à un ministre d'être informé. Je
4 veux savoir comment vous savez ça.

5 R. Alors je vous répète que ce jour-là, les médias ont
6 évoqué deux possibilités, soit qu'il ait été
7 informé par un membre du gouvernement, soit par une
8 source policière, alors j'ai présumé que c'était ce
9 sur quoi portait l'enquête, donc sur la possibilité
10 que ce soit une source gouvernementale.

11 Q. **[108]** Prenez la page suivante, le surligné en jaune
12 encore là, vous dites :

13 Un ministre libéral, effectivement, il
14 a communiqué avec Michel Arsenault et
15 lui a dit : « Écoute, tu es sous
16 enquête. » Alors comment se fait-il
17 que...

18 vous parlez de ce ministre,

19 ... ait eu cette information-là?

20 Monsieur Alain Laforest dit :

21 Est-ce qu'il y a eu des fuites à votre
22 ministère à ce moment-là?

23 Vous répétez :

24 Bien, c'était ça qui était l'objet de
25 l'enquête déclenchée par la Sûreté du

1 Québec.

2 Encore là, comment vous pouvez savoir quel est
3 l'objet de l'enquête et qu'elle porte nommément là-
4 dessus?

5 R. Alors je vous répète la réponse que je vous ai
6 donnée il y a quelques instants : en septembre deux
7 mille dix (2010), les informations du jour
8 laissaient entendre que monsieur Arsenault avait pu
9 être informé soit par un membre du gouvernement,
10 soit par une source policière, alors j'ai présumé
11 que l'enquête portait, effectivement, sur cette
12 possibilité ou l'autre.

13 Q. **[109]** Prenez la page 7... on s'entend que, ici,
14 vous ne mentionnez pas l'autre possibilité, n'est-
15 ce pas, dans le point de presse?

16 R. Elle n'est pas évoquée, effectivement.

17 Q. **[110]** Et elle ne sera pas non plus évoquée à la
18 citation précédente, à laquelle je vous ai référé,
19 à la page 3 sur 14, n'est-ce pas? Il faut répondre
20 par oui ou par non, Monsieur Bergeron.

21 R. Bien, c'est ce qu'indique le point de presse, là,
22 du moins, le verbatim.

23 Q. **[111]** Et si vous prenez la page 7 de 14 du même
24 point de presse... je vous ai référé à la page 7 de
25 14...

1 R. J'y suis.

2 Q. [112] Parfait. Alors monsieur Laforest dit :

3 Mais vous avez appelé le directeur de
4 la Sûreté du Québec pour lui demander,
5 que c'est, ça?

6 Vous répondez :

7 Oui.

8 Monsieur Sébastien Bovet :

9 Après une communication avec Michel
10 Arsenault?

11 Vous répondez :

12 Pas simplement après une communication
13 avec Michel Arsenault, après le fait
14 que tout ça soit révélé dans les
15 médias.

16 Monsieur Nicolas Vigneault :

17 Bien, justement, tout ça est révélé
18 dans les médias et ça ne vous effleure
19 pas l'esprit que monsieur Laprise
20 risque d'aller à la chasse pour
21 trouver qui est responsable de ces
22 fuites-là dans les médias?

23 Vous répondez, c'est en jaune :

24 Ce n'est pas ça qui me préoccupait
25 principalement, ce qui me préoccupait,

1 c'était qu'on a informé le principal
2 intéressé qu'il faisait l'objet d'une
3 enquête, risquant de ce fait de faire
4 dérailler l'enquête.

5 Vous êtes toujours d'accord avec ça?

6 R. Absolument.

7 Me CHARLES LEVASSEUR :

8 Je n'ai plus d'autres questions, Monsieur le
9 Président.

10 LE PRÉSIDENT :

11 Merci. Maître Boucher?

12 Me BENOIT BOUCHER :

13 Pas de questions. Merci.

14 LE PRÉSIDENT :

15 Maître Dumais?

16 Me CATHERINE DUMAIS :

17 Je n'aurai pas de questions. Merci.

18 LE PRÉSIDENT :

19 Maître Cossette?

20 Me MARIE COSSETTE :

21 Pas de questions non plus. Merci.

22 LE PRÉSIDENT :

23 Maître Briand?

24 Me ISABELLE BRIAND :

25 Pas de questions. Merci.

1 LE PRÉSIDENT :

2 Très bien, ça épuise ma liste de tortionnaires
3 potentiels. Alors merci de vous être présenté
4 devant la Commission.

5 R. Ça m'a fait plaisir, Monsieur le Président.

6 LE PRÉSIDENT :

7 Merci. Alors le prochain témoin, ça sera... merci.
8 Le prochain témoin sera le professeur Kent Roach,
9 alors on va se retirer le temps de préparer.

10 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

11 REPRISE DE L'AUDIENCE

12 _____

13 THE PRESIDENT:

14 Welcome, Professor Roach. We will proceed to your
15 swearing in. If you may stand up, please.

16 _____

17

1 IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SEVENTEEN (2017), this
2 nineteenth (19th) day of June, personally came and
3 appeared:

4
5 KENT ROACH, law professor

6
7 WHO, having been duly sworn in, doth depose and say
8 as follows:

9
10 EXAMINED BY Me CHRISTINE RENAUD:

11 Q. **[113]** Professor Roach, first, thank you very much
12 for your presence here this morning. Thank you for
13 coming all the way from Toronto to enlighten the
14 Commission on the topic of government relations and
15 police independence. Would you please give us first
16 a brief portrait of your career and outline your
17 areas of expertise?

18 A. Sure. I'm a professor of criminal and
19 constitutional law, and on the particular subject
20 that I'm gonna talk about today: police-government
21 relations. I guess the first time I encountered it
22 was many many years ago, when I did my undergrad
23 thesis with professor Peter Russell, who was the
24 director of research for the McDonald Commission,
25 on the McDonald Commission's work, and as we will

1 see, it remains relevant today. So that was well
2 over thirty (30) years ago.

3 But since that time, I was a member of the
4 Research Advisory Committee for the Justice
5 O'Connor's Commission into the Maher Arar matter,
6 and part of our mandate in looking at
7 accountability going forward, with respect to the
8 RCMP, was to understand the degree of police
9 independence that the RCMP enjoyed, and to factor
10 that in.

11 In addition, I was director of research for
12 four years of the Air India Commission, which also
13 looked at the RCMP and CSIS, and again, in our
14 proposals we had to look at how you factored in the
15 RCMP's independence with respect to criminal
16 investigations. Because the central issue in that
17 commission was the relationship between law
18 enforcement and security intelligence.

19 Probably my most extensive, though,
20 involvement with police-government relations, was
21 as a member of the Research Advisory Committee of
22 Ontario's Ipperwash Inquiry, where the issue of
23 police-government relations, particularly with the
24 OPP, in the events that led to the death of Dudley
25 George, an indigenous protester, were quite

1 critical. And so in that capacity, I wrote a
2 research paper called The Overview on Police-
3 Government Relations for the Ipperwash Inquiry, and
4 it was subsequently published and relied on in the
5 final report.

6 I've also been an expert witness for the
7 Military Police Complaints Commission, again
8 testifying on the issue of police-government
9 relations in the context, particular context of the
10 military police, and the paper that I prepared for
11 the Military Police Complaints Commission was then
12 - obviously with some revisions - published in the
13 Osgoode Hall Law Journal.

14 So the issue of police-government relations
15 has been a constant in my professional life. It
16 certainly isn't the only thing that I study but it
17 is, has been a constant in my professional life as
18 a Professor of criminal and constitutional law.

19 Q. [114] Thank you very much. Maybe before we pursue,
20 I would like to produce into evidence the paper
21 produced by Professor Roach under 294P I think?

22 THE CLERK:

23 Yes, it's exact. 294P.

24 Me CHRISTINE RENAUD:

25 Thank you very much.

1 THE PRESIDENT:

2 So, that's the paper dated June the first (1st) two
3 thousand and seventeen (2017) entitled "Police-
4 Government Relations and Police Independence"

5

6 292P : Paper dated June 1st, 2017 entitled
7 "Police-Government Relations and Police
8 Independence" produced by Professor Roach

9

10 Me CHRISTINE RENAUD:

11 Thank you.

12 A. Yes. And I will be making reference to the paper
13 throughout my testimonies.

14 Q. [115] Perfect. Would you tell us about the origins
15 and evolution of the doctrine of police
16 independence.

17 A. Yes. Well, as with many things, it's somewhat murky
18 in a matter of controversy but probably the oldest
19 authorities are a string of cases holding that the
20 police are not agents of municipalities for the
21 purpose of civil liability. Often when the Courts
22 opine on police-government relations, they're asked
23 to do so in the course of deciding other matters
24 and it often involves claims of civil liability.

25 So, for example, in Canada, probably the

1 most significant case in this regard was the
2 Supreme Court of Canada decided in nineteen o'two
3 (1902) - so that was before I did my undergrad
4 thesis - and it's called...

5 THE PRESIDENT:

6 You didn't have to say that.

7 A. Well, we're all feeling, or at least I'll speak for
8 myself as you get older, you sometimes feel your
9 age but anyway. It's called McCleave vs the City of
10 Moncton and again Chief Justice Strong there said,
11 and I'm looking her at the Campbell and Shirose
12 case which we will discuss later, but he concluded
13 quite strongly I think,

14 Police officers can in no respect be
15 regarded as agents of or officers of
16 the city. Their duties are of a public
17 nature.

18 And he goes on to say that,

19 The detection and arrest of offenders,
20 the preservation of public peace, the
21 enforcement of the laws, and other
22 similar powers and duties with which
23 police officers and constables are
24 entrusted are derived from the law,
25 and not from the city or town under

1 which they hold their appointment.
2 And so, on the basis of those cases which I stress
3 were decided for somewhat other reasons as early as
4 nineteen sixty-two (1962) and you find reference to
5 this at page 15 of the paper that I prepared, you
6 have a British Royal Commission recognizing police
7 independence from government direction with respect
8 to quasi-judicial matters such as the enforcement
9 of the law in particular cases, including the
10 pursuit of inquiries and decisions to arrest and to
11 prosecute. That nineteen sixty-two (1962)
12 commission said,

13 We entirely accept that it is in the
14 public interest that a chief
15 constable, in dealing with these
16 quasi-judicial matters, should be free
17 from the conventional processes of
18 democratic control and influence.

19 It went on, however, to say, the commissioner's
20 policies as regard the disposition of his force and
21 the methods he employs can be, and frequently are,
22 challenged and debated in parliament. And so, this
23 is a recurring theme that we will see with police-
24 government relations: it's always a question of
25 balance, that there needs to be respect for the

1 core of the quasi-judicial core of police
2 independence. But we also have to recognize that in
3 a democracy, the police can never be a law in and
4 of themselves.

5 The most famous and certainly all the
6 lawyers in the room will know that Lord Denning has
7 left a very wide mark on our law, sometimes a
8 controversial mark, and that is certainly the case
9 here. The most famous case with respect to police
10 independence is the nineteen sixty-eight (1968)
11 decision of Lord Denning in Ex Parte Blackburn. And
12 it's there, and the relevant quote is at the top of
13 page 11 of my paper, where Justice Denning says
14 that it is,

15 ... the duty of the Commissioner...
16 and every chief constable,

17 ... to enforce the law of the land.

18 And goes on to say,

19 No Minister of the Crown can tell him
20 that he must or must not keep
21 observation on this place or that; or
22 that he must or must not prosecute
23 this man or that one. Nor can any
24 police authority tell him so. The
25 responsibility for law enforcement

1 lies on him. He is answerable to the
2 law and to the law alone.

3 So I've taken you from nineteen'o two (1902) to
4 nineteen sixty-two (1962) to nineteen sixty-eight
5 (1968). Focusing a little bit more on the modern
6 context, the McDonald Commission, which was one of
7 two commissions that examined RCMP illegalities in
8 the wake of the October crisis, said, and this is
9 on page 15 of my paper, that the responsible
10 Minister,

11 ... should have no right of direction
12 with respect to the exercise by the
13 R.C.M.P. of the powers of
14 investigation, arrest and prosecution.
15 To that extent, and to that extent
16 only, should the English doctrine
17 expounded in *Ex Parte Blackburn* be
18 made applicable to the R.C.M.P.

19 And then finally, the 1989 inquiry into the Donald
20 Marshall, Jr. Wrongful Conviction Case, most people
21 are not familiar with the fact that it dealt with
22 police independence. Obviously the focus of that
23 case was on Mr. Marshall's wrongful conviction and
24 it was the first of many enquiries that we've had
25 on wrongful convictions, but a side issue that the

1 Commission dealt with was two cases where they
2 found to be interference with police independence
3 when it came to possible investigation of Cabinet
4 Ministers in Nova Scotia.

5 And those findings are actually quite
6 significant because they represent some of the most
7 direct findings in Canada of interference with
8 police independence. And what the McDonald - sorry
9 - at the Marshall Commission said was,

10 ... inherent in the principle of
11 police independence is the right of
12 the police to determine whether to
13 commence an investigation.

14 And they concluded that the RCMP had failed to be
15 independent and impartial, and that even that they
16 had committed a dereliction of duty by not pursuing
17 investigations against Cabinet Ministers after the
18 Attorney General had interfered.

19 So the origins of police independence in
20 Canada start, I guess, in nineteen'o two (1902),
21 but right up through the McDonald Commission, to
22 the Marshall Commission, which it was in nineteen
23 eighty-nine (1989). It is a fairly well established
24 although somewhat contested principle.

25 Q. [116] You referred briefly to the 1999 Supreme

1 Court of Canada's decision, Campbell and Shirose,
2 would you explain to the Commission what is the
3 significance of that decision?

4 A. Yes. Well, the Campbell and Shirose decision is
5 now, I would say, the bedrock of police
6 independence in Canada. As with the civil liability
7 cases, the Supreme Court opined on police
8 independence in the course of another matter,
9 having to do with claims of Crown immunity for
10 police conduct in participating in a crime in order
11 to catch other criminals.

12 But the unanimous Supreme Court in a
13 judgement by Justice Binnie I think quite helpfully
14 addressed the issue of the status of the police.
15 And if I can take you to a couple of paragraphs in
16 Campbell and Shirose, in paragraph 27, Justice
17 Binnie says for the Court :

18 27. The Crown's attempt to identify
19 the RCMP with the Crown for immunity
20 purposes misconceives the relationship
21 between the police and the executive
22 government when the police officer...

23 Sorry.

24 ... when the police are engaged in law
25 enforcement. A police officer

1 investigating a crime is not acting as
2 a government functionary or an agent
3 of anybody. He or she occupies a
4 public office initially defined by the
5 common law and subsequently set out in
6 various statutes.

7 It goes on, and at paragraph 29, says

8 [Here], we are concerned only with the
9 status of an RCMP officer in the
10 course of a criminal investigation,
11 and in that regard the police are
12 independent of the control of the
13 executive government. The importance
14 of this principle, which itself
15 underpins the rule of law, was
16 recognized by this Court [in McCleave
17 and the City of Moncton].

18 Which was the nineteen o two (1902) case that I
19 brought you to. So one of the important features of
20 Campbell and Shirose is that the Court limits
21 police independence to law enforcement decisions,
22 so whereas Justice Denning understanding of police
23 independence, I think has been quite controversial
24 among commentators because it could extend, you
25 know, virtually to everything that the police do,

1 including what we would call today public order
2 policing. The Supreme Court in Campbell and Shirose
3 really limits it to these quasi-judicial functions
4 of criminal investigation and laying a charge. And
5 so I... I tend to refer to this as the core of
6 police independence. So that's one... that's the
7 first significance of Campbell and Shirose,
8 recognizes police independence, but does so,
9 perhaps, in a more limited manner than Justice
10 Denning.

11 The second, and here, we get into some, you
12 know, fairly refined issues of constitutional law.
13 As the Court relates police independence to the
14 rule of law, and its discussion to the rule of law
15 stands starting at paragraph 18 of Campbell and
16 Shirose. And quoting Roncarelli and Duplessis,
17 talks about the rule of law as one of our
18 fundamental organizing principles of the
19 Constitution, quotes Frank Scott, which is always a
20 good thing to quote Frank Scott,

21 ... it is always a triumph for the law
22 to show that it is applied equally to
23 all without fear or favour.

24 And why that is important is you really need
25 something like a quasi-constitutional, or

1 constitutional principal, to kind of read down
2 something that is prevalent both in the RCMP Act
3 and at least in parts of Quebec's Police Act and
4 that is a fairly clear statutory direction that on
5 its face appears to give the responsible minister
6 complete powers of direction over the police. And
7 so to me, Campbell and Shirose is a very important
8 decision, it should be better known, the laws, and
9 we'll talk about this later, should be updated to
10 reflect this principle. But its primary
11 significance are... is to one, its definition of
12 police independence as limited to quasi-judicial
13 law enforcement matters and second, its
14 recognition, which I think it was implicit in the
15 earlier authorities, but now is explicit in... in
16 the decision that the reason why we respect police
17 independence over law enforcement matters is
18 because we are a society committed to the rule of
19 law and because of that, we want to avoid political
20 direction, not of the police totally, because that
21 would be a problem, but we want to avoid political
22 direction of how the police engage in the law
23 enforcement position. Which again, you know, I
24 mean, obviously the Courts are gonna have something
25 to say about how the police go about this, but in a

1 democracy committed to the rule of law, we don't
2 want, even the responsible minister authority, ever
3 telling police: "Investigate this person,
4 investigate... or don't investigate that person, or
5 investigate this person this way, or don't
6 investigate that person that way."

7 Q. [117] So you stress the importance of Campbell and
8 Shirose, but does it remain the leading authority
9 on the matter of police independence in Canada?

10 A. Yes. Yes. And the Commission specifically asked me
11 to look at whether things had changed since
12 nineteen ninety-nine (1999). I discuss a number of
13 subsequent decisions, including one from the Quebec
14 Court of Appeal, starting at page 22 and 23, but
15 not surprisingly, the Supreme Court has not
16 revisited Campbell and Shirose, and the cases that
17 I found are, in my view, all consistent with
18 Campbell and Shirose.

19 Also, the Commission should be aware that
20 Justice Hughes, in his interim report on the APEC
21 matter - and this is discussed at page 17 and 18 of
22 my paper - suggested in two thousand one (2001)
23 that the RCMP Act should be amended to reflect
24 Campbell and Shirose. Regrettably, in my view, that
25 has not been done. But both in judicial decisions

1 and in the extrajudicial work of people like
2 Justice Hughes, and certainly in the work that I'm
3 familiar with other public inquiries, Campbell and
4 Shirose is still considered the leading authority
5 in Canada on police independence.

6 Q. **[118]** Thank you. And your work for Ontario's
7 Ipperwash Inquiry, and as well in your paper for
8 the Commission, you outlined four possible
9 different approaches to police-government
10 relations. Would you please explain them to the
11 Commission?

12 A. Yes. And the Commission may find it helpful to look
13 at a chart that I did with some assistance - charts
14 are not my forte - on page 20. So basically, for my
15 work for the Ipperwash Inquiry, which was done...
16 it was published in two thousand and seven (2007)
17 but was done a little bit earlier than that, I
18 tried to outline, in as broad a way as possible,
19 what the policy options were with respect to
20 police-government relations. More to give the
21 Ipperwash Inquiry some basis for making policy
22 choices that were ultimately Commissioner Linden's
23 policy choices.

24 So, on one extreme, I said well, we could
25 go with a model of governmental policing, or

1 perhaps ministerial policing. And I actually found
2 that, you know, there is some support for that in
3 the jurisprudence and in the law. So, certainly, if
4 you read section 5 of the RCMP Act, or section 15
5 of the Quebec Police Act, it talks about the
6 national Police Forces being under the direction of
7 the minister.

8 And if you took that in a literal way, then
9 that would suggest that the responsible minister
10 could direct the police to investigate this or that
11 person, or not to investigate this or that person.
12 So I felt, as an academic, that I couldn't take
13 that off the table, even though, as will be
14 apparent, I don't think that that would be a proper
15 choice, but that there were some support for that,
16 including - and again I reiterate that the Courts
17 always, you know, are deciding other issues - but
18 the Quebec Court of Appeal, in a nineteen eighty
19 (1980) decision, also seemed to support this, and
20 actually made the point - which I think is an
21 important point to consider - that, you know, the
22 English Common Law, Lord Denning's articulation of
23 police independence, our traditional understanding
24 of sources of law - and certainly what I teach my
25 students - is that statutes trump the Common Law.

1 Right? Statutes can displace the Common Law.

2 So the government policing model, or the
3 ministerial policing model, is something that
4 still, I think, kind of lingers out there.

5 On the other extreme, right, then you could
6 say: "Well, what about, you know, full police
7 independence?" Right? That if we really believe in
8 police independence, and if we believe that
9 political interference with the police can
10 undermine the rule of law, then shouldn't we simply
11 say the police are kind of a no-go area for
12 politicians?

13 And again, there are, you know, some
14 support for that in the record. So Lord Denning,
15 you know, one of the reasons he's such a famous
16 judge who endures is, he wrote, you know, very
17 colourfully, in certain of his statements in Ex
18 parte Blackburn, suggests that the police are only
19 ever answerable to their conscience and the Courts.
20 And they're answerable to no one else. So that
21 would be kind of a model of full police
22 independence.

23 Prime Minister Pierre Trudeau, as part of
24 his kind of defense of the government's position
25 with respect to the RCMP illegalities after the

1 October Crisis - which, of course, as you know,
2 included not only the barn burning but the theft of
3 the PQ's list and other things - said: "Look, it's
4 a constitutional principle that this is a no-go
5 area, and we are not... Not only do we not direct
6 the police, but we don't want to know what they're
7 doing."

8 Now, the McDonald Commission did not agree
9 with Prime Minister Pierre Trudeau on that issue,
10 but again, that is something that is out there. So
11 those are kind of the two extreme models. The two
12 more moderate...

13 THE PRESIDENT:

14 Q. [119] Well, Professor Roach...

15 A. Yes.

16 Q. [120] Before you move to the middle of the road
17 models...

18 A. Sure. Sure.

19 Q. [121] ... we'll take a break, because, for the
20 stenographers to follow us after a few hours is
21 very difficult. So we'll take a fifteen (15) minute
22 break, we'll be back at ten fifty (10:50).

23 A. Thank you very much.

24 Q. [122] Thank you.

25 UPON RECESS

1 UPON RESUMING

2 _____

3 LE PRÉSIDENT :

4 Maître Renaud?

5 Me CHRISTINE RENAUD :

6 Oui.

7 Q. [123] So thank you, Professor Roach. You can
8 pursue. You were discussing the four possible
9 approaches to police-government relations.

10 A. Thank you, Madame Renaud. Yes. So, before the
11 break, I was talking about perhaps the extreme
12 models, although they do have some basis in some of
13 the jurisprudence and laws of full police
14 independence and governmental policing.

15 One thing I'd like to just add on... One of
16 the reasons why I called it governmental policing -
17 and this was an issue in both APEC and in
18 Ipperwash, and I expect it's an issue we may come
19 back to - is that there is a danger when you have a
20 kind of whole of government and a central
21 government response, that some of the
22 communications to the police will not necessarily
23 be channeled through the responsible political
24 authority, whether it's at the municipal level or
25 at the national level, and we're gonna come back to

1 that. But one of the reasons why I had called it
2 governmental policing is that both in Ipperwash and
3 APEC, the allegations were not that the minister
4 responsible called up the police and told them to
5 do something improper, but rather that central
6 government agencies, and including staffers, may
7 have engaged in some improper conduct. So that's
8 just a gloss that I wanted to come back to. Because
9 I do think it is important that we have a regular
10 and transparent lines of communication between the
11 political authorities, the responsible political
12 authority, whoever that may be, and the police.

13 So the full police independence and
14 governmental policing are the extremes. The two
15 middle ground positions - and they're actually not
16 necessarily supposed to be mutually exclusive, and
17 we will also come back to that - one is core police
18 independence, which I... By that I mean Campbell
19 and Shirose, the idea that there should be no
20 political direction, or no political authority over
21 police investigations, which is also found in
22 section 83 of the Quebec Police Act. But of course,
23 that means that outside of that core, there can be
24 political direction, so the core police
25 independence.

1 And then, this idea of democratic policing.
2 And by democratic policing, one of the points of
3 that model was to point out that although most of
4 the scandals occur with respect to allegations of
5 political interference with policing, there is, I
6 think, a good body of opinion that also says that
7 there is a problem of political shirking of the
8 politicians not taking responsibility for policing
9 policy decisions, of which they could change.

10 And here we have the Patten Report, which
11 was a report into policing in Northern Ireland,
12 which I think very helpfully introduced a new
13 terminology of policing responsibilities, as
14 opposed to police independence. And one of the
15 things that... So the idea that the police have
16 certain responsibilities and if those
17 responsibilities are not being discharged in a way
18 that is satisfactory or adequate, then at least
19 outside of the core of police law enforcement
20 independence, the politicians can assume
21 responsibility.

22 So, for example, think of a public order
23 policing. The police have responsibility to keep
24 the peace and to keep order but if it's done in a
25 way that society deems unacceptable, either because

1 it's too heavy-handed or perhaps because it's not
2 heavy-handed enough, then that is an area where the
3 responsible political authority could take
4 responsibility.

5 Another feature of the democratic policing
6 model which I think we'll come back to is the idea
7 though that in a democracy, subject to, you know,
8 some limitations, we want to maximise transparency
9 and we want to maximise transparency both because
10 as a society, we want to be able to debate these
11 things but also as a democracy, we want to be able
12 to hold the politicians that we elect accountable
13 for their performance.

14 So, part of the democratic policing model,
15 and we will see that subsequently that the
16 Ipperwash Inquiry adopted this, was the idea that
17 one of the ways that you can increase both
18 transparency and accountability is to say when the
19 police communicates, sorry, when the politicians,
20 when the responsible political authority
21 communicates with the police, they should at least
22 presumptively do it in writing and through a public
23 direct...

24 And that's also something that Justice
25 O'Connor said was very important with respect to

1 national security policing of the RCMP and he
2 encouraged the minister, the responsible minister
3 who's the Minister of Public Safety, not only to
4 issue these directives, which are not going to be
5 about investigate Mr. Arar or don't investigate Mr.
6 Arar because that would violate core police
7 independence but to establish what is sometimes
8 called the policy of policing to do so in
9 ministerial directives. And obviously in the
10 national security context, there may be some
11 situations where not all of the directives can be
12 made public.

13 But the idea that it should be in writing
14 and presumptively it should be public because,
15 again, that will encourage the idea that it's
16 completely legitimate for a policing policy to be
17 an object of democratic debate. What's not
18 legitimate is when democratic dimension strays into
19 this relatively narrow zone of core police law
20 enforcement or quasi-judicial independence. And so,
21 that's kind of how those two models kind of
22 overlap.

23 Q. **[124]** Right. So, among these four approaches,
24 you've discussed already full police independence
25 and governmental policing. In your paper, you say

1 these are extremes that should be rejected. Would
2 you enlighten the Commission as to why?

3 A. Sure. And I think I can probably do it very
4 succinctly but you may be questioning whether I can
5 do anything succinctly by this point. I haven't
6 lecture for a while so I'm...

7 THE PRESIDENT:

8 Q. **[125]** And when you lecture, you go by fifty (50)
9 minute periods or?

10 A. It's a guideline.

11 Q. **[126]** Go ahead.

12 A. So, yes, I reject full police independence and
13 governmental policing because I think each in their
14 different ways they can produce a different kind of
15 police state. And so, let's start off with
16 governmental policing or ministerial policing that
17 would transgress core police independence. I think
18 we all accept that it would be a kind of dystopian
19 political state if politicians could tell the
20 police, "Investigate person A, don't investigate
21 person B or investigate this class of persons,
22 don't investigate another person."

23 But it would also be a kind of police state
24 if the police could do precisely what they wanted
25 and if, you know, there were massive arrests at a

1 public demonstration or particularly heavy handed
2 or even light handed approaches that the public did
3 not think were acceptable, if the police could
4 claim full police independence and say, well, we're
5 only answerable to the Courts with respect to
6 policing tactics or policing policy, I also think
7 that that would bring us, you know perhaps not as
8 extreme as the first, but would also bring us
9 towards something that could be un... could be
10 undesirable and could actually, in fairness, be
11 called a police state.

12 Because also implicit in this, is that the
13 judicial control is obviously important, obviously
14 part of our democracy, our constitutional
15 democracy, but it doesn't extend very easily to the
16 whole of policing. You know, we have a certain
17 deference both to prosecutorial discretion, but
18 to... to police tactics, and so for me, the
19 governmental policing and full police independence
20 are both undesirable because they can produce their
21 own different kinds of police states.

22 Q. [127] Right. And if these two models should be
23 rejected, what approaches, what model of police-
24 government relations would you suggest and would
25 they be compatible.

1 R. Yes. Well, this is this combination of core police
2 independence and democratic policing, and here, I
3 would direct you to justice Linden's statements in
4 the Ipperwash Inquiry, and this is at the bottom of
5 page 20 where he writes

6 ... democratic policing recognizes
7 that it will be impossible to reach a
8 consensus about the dividing line
9 between police and governmental
10 responsibilities in every situation.
11 The flexibility inherent in
12 ministerial directives means that they
13 can be tailored to specific
14 situations.

15 And he goes on to say

16 The model of democratic policing I
17 recommend recognizes that the precise
18 embedded content of police operational
19 responsibilities in government policy
20 responsibilities...

21 Note that he's talking about responsibilities, now,
22 following the Patten Report.

23 ... will evolve over time. I'm
24 persuaded the best way to approach the
25 difficulties of distinguishing policy

1 from operation is not through attempts
2 at a statical or legalistic
3 definition, but rather by providing a
4 process to resolve difficulties in
5 defining policy and operations which
6 will promote transparency and
7 accountability and will be consistent
8 with ministerial responsibility.

9 So to my mind, you have core policing independence,
10 which never changes, or at least, doesn't change
11 except with explicit legislative authorizations. So
12 one of the issues in core police independence is if
13 you want to lay a terrorism charge, a police
14 officer wants to lay a terrorism charge or a hate
15 propaganda charge, he or she has to have the
16 consent of the attorney general, and in some ways,
17 you could say well, that might be in interference
18 with police independence, but it's not one that...
19 in... to my knowledge, has been challenged. So,
20 police... core police independence are subject to
21 explicit legislative derogation remains constant.

22 The thing with the democratic policing
23 model is that it will expand or contract with the
24 degree of activism that the responsible political
25 authority, whether it be a municipality or whether

1 it be a minister or a police commission takes. And
2 sometimes, those politicians will be more active
3 and sometimes they will not. And when they are not
4 active, then, the police will discharge their
5 responsibilities until it becomes a problem and
6 hopefully, under the democratic policing model, it
7 will be clear that the responsible minister, the
8 responsible political authority can take
9 responsibility for these matters but must do so in
10 as transparent a way as possible, ideally through
11 some sort of a directive or perhaps a by-law.

12 Q. [128] Thank you. If we now move forward with the
13 more precise situation of Québec, how would the
14 police, the Québec Police Act define or deal with
15 police independence?

16 A. Right. Well, perhaps in not a completely coherent
17 way, or a completely satisfactory way, and here, I
18 mean, I'm not picking on Québec because I find
19 problems with many of the Canadian police acts. But
20 starting at page 24 of my paper, section 50 of
21 Québec's Police Act, much like section 5 of the
22 RCMP Act, acts or is, on its face, something that
23 does not recognize police independence. So it says,

24 The Sûreté du Québec, the national
25 police force, shall act under the

1 authority of the Minister of Public
2 Security...

3 So much like the section 5 of the RCMP Act, there
4 is no recognition of police independence over law
5 enforcement matters. Now this can be contrasted
6 with part of section 83 of the Québec Police Act,
7 which provides that,

8 The director general of a municipality
9 shall have no authority over police
10 investigations.

11 That, to me, is consistent with Campbell and
12 Shirose and core police independence. Perhaps it
13 could be more clearly articulated because, you
14 know, the statute also will serve as an educational
15 function, both for politicians who come and go and
16 police officials. But, to me, that seems much more
17 consistent with police independence.

18 Also, section 86, which contemplates that
19 municipalities may make by-laws with respect to a
20 wide range of matters that I would characterize as
21 policing policy that don't involve quasi-judicial
22 decisions about enforcing or not enforcing the
23 criminal law, that, to me, is consistent with a
24 democratic policing model because, obviously, the
25 perspective and general nature of legislative law

1 making has long been recognized as an important
2 component about democracy and the rule of law.

3 I mean, if a municipality made a law that
4 says, you know, "Don't enforce speeding regulations
5 against members of the mayor's family", I guess
6 that would be a by-law but it would send alarm
7 bells to everyone. And so, what I like about
8 section 86 is, it provides, you know, for this
9 transparency and potential accountability that if
10 you don't like the by-laws that your municipality
11 is making, presumably, you can exercise your
12 franchise to change them.

13 On the national side, again going back to
14 page 24, section 63 talks about the Government
15 making regulations, which in a way is really, I
16 guess, governmental policing but again, you know,
17 these are matters, you know, training requirements
18 are, in my view, matters of policing policy, as
19 opposed to law enforcement discretion.

20 So it seems to me that, you know, the
21 Québec Police Act could be reformed, both to be
22 make more consistent, because I don't frankly
23 understand why, in municipal police forces, there
24 is more provisions for police independence than
25 there are with respect to the Sûreté, the national

1 police force.

2 There's also some issues on investigations
3 of the police where there are some provisions -
4 section 289 in particular - where it does appear
5 that the minister may, at any time, order that an
6 investigation be conducted, or where expedient, be
7 reopened by the police force or a police officer in
8 order to examine an allegation against a police
9 officer or a special counsel concerning a criminal
10 offense.

11 I recognize that this is for a good reason,
12 namely accountability of the police, but, you know,
13 good ends and good objectives don't justify poor
14 means. And I have some concern that this would
15 transgress police independence as understood in
16 Campbell and Shirose, because basically it's a
17 minister telling a police officer to open up an
18 investigation about a particular person.

19 The last thing - and this is on page 28 -
20 is section 304, I think helpfully uses the language
21 of responsibility when it refers to the Minister of
22 Public Safety being responsible for determining
23 general policy concerning police organization and
24 crime prevention. So again, subject to the caveat
25 that I think, in a democracy, we want that general

1 policy direction to be as transparent as possible,
2 the language of responsibility, both on the
3 political side and the police side, I think is
4 generally accepted after the Patten Commission to
5 be a helpful language.

6 So, the Quebec Police Act is not the worst
7 Police Act that I've seen, but it's also not the
8 best Police Act with respect to police-government
9 relations.

10 Q. **[129]** And how does it compare to other provinces,
11 to other Canadian Police Acts?

12 A. Right. Right. Well, you know, as the person from
13 Toronto, I'm gonna, you know, try to win favourite
14 by beating up on my own province to start off. I
15 was born in Quebec, so, if that helps, but anyway.

16 One of the things that I found quite
17 disappointing is that the Ontario Police Services
18 Act - and I realize that the government has
19 indicated an intention to open it up - has not been
20 amended as the Ipperwash Inquiry recommended, or
21 even to include any... or has not been amended to
22 reflect Campbell and Shirose.

23 So, with respect to the OPP, the Ontario
24 Police Act is basically like section 50 of the
25 Quebec Police Act in not at all contemplating

1 police independence.

2 Where the Ontario Police Service Act does
3 speak to police independence, but in a way that the
4 Ipperwash Inquiry found was somewhat awkward, is in
5 sections 31.3 and .4, which is at page 29, page 30,
6 where first it says the Police Service Board -
7 which is a kind of Police Commission which will
8 involve municipal councilors, sometimes the mayor
9 as well as provincial appointees - may give orders
10 and directions to the chief of police, but not to
11 other members of the police force, and no
12 individual member of the board shall give orders or
13 directions to any member of the police force. I
14 think that's a good idea, right, because you want
15 to try to control the renegade who may be... have
16 the mental of political authority, may be perceived
17 by a police officer as someone who may have
18 influence over them, or influence over the Police
19 Service. You want to prohibit kind of this
20 renegade, you know, phoning someone up off the
21 cuff. So, 31.3 is helpful.

22 31.4 says,

23 The Board shall not direct the chief
24 of police with respect to specific
25 operational decisions or with respect

1 to the day-to-day operation of the
2 police force.

3 And that is, you know, a difficult kind of
4 formulation because what the operations, what is an
5 operational decision and what is day-to-day
6 operation of the police? It's a fairly vague matter
7 that people can debate over. So, as I write, the
8 Ipperwash Inquiry recognized that the distinction
9 between policy and operations can be blurred,
10 right?

11 So, one of the concerns here is if a police
12 service board, and certainly after the G20 policing
13 event in Toronto where over a thousand (1,000)
14 people were arrested, some of the inquiries, one
15 done by Justice Morton, basically said the Police
16 Service Board should have been more on top of this,
17 they should have given more direction to the
18 police.

19 One of my concerns about Section 31.4 is,
20 you know, does it allow the police to say, "Well,
21 I'm sorry, the way we respond to the G20 event is
22 an operational decision and it's up to us." I mean,
23 to me, that would be regrettable. On the other
24 hand, right, an operational decision does probably
25 include, "Should we investigate person A or should

1 we investigate a particular crime in this way?" And
2 so, the Ipperwash Inquiry was not prepared to
3 jettison 31.4 because operations do include the
4 core of police independence but to the extent that
5 it goes beyond that, then I think that it could
6 potentially be an intention to democratic policing.

7 Moving on to other provinces, and I'll just
8 be brief, the Newfoundland, the Royal Newfoundland
9 Constabulary Act is interesting. Section 6.2 sounds
10 very militaristic. It says,

11 The chief shall report to the Minister
12 and shall obey the Minister's orders
13 and directions.

14 So, I was a little bit taken aback when I read
15 that. But the only good thing that I found about
16 that is Section 6.3 says,

17 The orders and directions shall be in
18 writing.

19 And we will come back to this idea of putting
20 things in writing but I think that that's a step
21 towards greater transparency and accountability.

22 And then finally, the Manitoba Act is
23 probably the most specific and I would just draw
24 your attention on page 31 to Section 28.4, or sub
25 4, of the Manitoba Police Act which provides,

1 The Police Board must not give orders
2 or directions on specific operational
3 decisions.

4 "Specific operational decisions" I think that's a
5 little bit clearer than the Ontario Section 31.4
6 individual investigations. That's the core of what
7 Campbell and Shirose defines as police independence
8 or the day-to-day operation of the police service
9 again, that picks up on the Ontario Section 31.4
10 and has some of the problems with respect to that.

11 Q. **[130]** And if we move even further, how would the
12 Quebec Police Act compare to Australia and New
13 Zealand Acts?

14 A. Right. Well, the Victoria Police Service Act of two
15 thousand and thirteen (2013) has been described in
16 a recent book by David Bayley and Philip Stenning
17 that looked at police-government relations in six
18 different democracies as the most advanced example
19 of legislation and it provides that political
20 direction to the Victorian police force in
21 Australia cannot be given with respect to a number
22 of matters, including the enforcement of the law in
23 relation to any person or groups of person or the
24 investigation or prosecution of offenses in
25 relation to any person or group.

1 So again, I think you see that it is
2 possible to codify some forms of police
3 independence. My only reservation about the
4 Victoria Act is that it goes beyond core police
5 independence, so, you know, no direction about the
6 allocation or deployment of police officers. No
7 direction with respect to training education and
8 professional development. To me, that... that goes
9 a little bit too far towards the full police
10 independence model.

11 The other thing where the Victoria Act, I
12 think, is helpful, is it governs this issue which
13 really has risen to... has given rise to a number
14 of scandals in Canada and in other democracies, and
15 that is what about when the politicians says I
16 simply want to be informed about what the police
17 are doing. I'm not directing them, I just want to
18 have some information. And the problem is that that
19 creates a kind of plausible deniability zone. And
20 that was one of the reasons why the Ipperwash
21 Commission rejected the McDonald Commission's
22 distinction between you can guide someone but you
23 can't direct them, right? Those of us who have
24 children know that you know, sometimes, you got to
25 be really careful talking to your children, even as

1 they get older, because sometimes, they don't...
2 you know, what we think it's guidance, they may
3 interpret as direction. It's a very kind of
4 slippery... slippery slope.

5 But to come back to the Victoria Act. The
6 Victoria Act, I think, helpfully starts to govern
7 when can a politician and how can a politician ask
8 the police force for information about an... about
9 a matter. And it provides that the commissioner of
10 the Victorian police can say no, I'm not providing
11 you information if it will prejudice any
12 investigation or prosecution or endanger the life
13 or physical safety of the person.

14 I actually think that we could probably do
15 better than that if it comes to regulating requests
16 for information, but I... but I highlight that as
17 something that is kind of cutting edge. And
18 something that, as a... you know, I think policy
19 makers should think about. Can we, just like we
20 tried to in the democratic policing model, provide
21 clear lines of transparency and accountability. Can
22 we govern the way that political authorities become
23 informed about police investigations. When do they
24 need to know what's going on in police
25 investigations. Do they need to know and when do

1 they need to go. So that's something that we may
2 turn.

3 And then finally, so... two last ones. The
4 South Australia Police Act of nineteen ninety-eight
5 (1998), to me, has always... I've always liked it.
6 Perhaps I like South Australia, it's a very
7 pleasant place to be. But there's a certain
8 elegance to the statutory formulation in South
9 Australia because it says

10 Subject to this Act in any written
11 directions of the minister, the
12 commissioner is responsible for the
13 control and management of the South
14 Australian police.

15 So, you know, it's not perfect, because it doesn't
16 codify police independence, but what I like about
17 it is if the minister wants to intervene, he or she
18 has to make a written direction. And moreover,
19 section 8 provides that that ministerial direction
20 should be published in the Gazette within eight
21 days and laid before parliament within six days.
22 So, to me, what I like about the South Australian
23 Act is it does contemplate a form of democratic
24 policing.

25 And then finally, the New-Zealand police

1 act of two thousand and eight (2008), again,
2 section 16.2 shows that it is possible to move
3 beyond tacit understandings, kind of unwritten
4 conventions to actually codify police independence.
5 And section 16.2, which is on page 35 of my paper,
6 says,

7 The Commissioner is not responsible
8 to, and must act independently of, any
9 Minister of the Crown [...] regarding
10 the enforcement of the law in relation
11 to any individual in the investigation
12 and prosecution of offenses.

13 So I think that the New Zealand Act, the Victorian
14 Act and the South Australia Act are all in some
15 ways ahead of Canadian acts in addressing both the
16 issue of what is police independence but also
17 providing means to increase the transparency of
18 legitimate political direction to the police.

19 Q. **[131]** Thank you. It is my understanding that the
20 United Kingdom has recently addressed these issues
21 of Government-police relations and police
22 independence, could you explain to the Commission
23 the system and whether you favour it or not?

24 A. Yes. Yes. Well, what the United Kingdom has done
25 is, they've created these directly-elected police

1 and crime commissioners who exercise a similar
2 function to police service boards in Canada, and
3 they've decided not to codify police independence.
4 So they have produced, I think, an 8-page Policing
5 Protocol Order 2011, and it simply says it does not
6 impinge on the common law legal authority of the
7 office of the constable :

8 It is the will of Parliament and
9 Government that the office of
10 constable shall not be open to
11 improper political interference.

12 My concern about that is, the common law is not
13 readily accessible, and it is, you know, especially
14 with respect to Lord Denning's judgement in
15 Blackburn, it is open to a myriad of
16 interpretations. Which is not to say that all
17 statutes can close that off, but I have some
18 problems with that.

19 The Policing Protocol in the UK also
20 introduces the idea of operational independence of
21 the police force, which again I find, you know, for
22 many of the same reasons as I expressed about
23 Ontario's use of the word "operational", I find
24 quite vague. So is the operational independence of
25 the police, certainly, it includes law enforcement

1 decisions in individual cases, I would support
2 that, but I would worry about the police saying,
3 "We have more independence than that."

4 The Protocol does address obtaining
5 information but simply says, "Be reasonable." Now,
6 you know, people pay a lot of money to go to law
7 school to find out that often these things boil
8 down to be reasonable, but I think we could
9 probably do better in terms of legislation.

10 And then finally, on page 38, the Protocol
11 says, "We're not going to define operational
12 independence in statute, because probably it's such
13 a vague sort of concept that we can't", but then
14 also, you know, recognizes that,

15 ... operational independence is not
16 defined in statute...

17 and will be,

18 ... fluid and context-driven.

19 And I do agree with that to a certain extent, and I
20 think that that mirrors the Ipperwash in the
21 inquiry's recommendation to a certain extent,
22 except for two exceptions, that for the Ipperwash
23 Inquiry, not everything is fluid and context-
24 driven. When it comes to police independence, in
25 Campbell and Shirose, that is bedrock, that doesn't

1 change. And so I worry about the British approach
2 there.

3 And then second, I worry that to the extent
4 that everything beyond core police independence is
5 fluid and context-driven, I agree with that, we
6 have to be transparent about how the respective
7 responsibility of the political authorities and the
8 police evolve. And again, I find the UK approach to
9 be not optimal, because there's nothing governing
10 what that transparent procedure should be. I mean
11 obviously, ministerial directives are not going to
12 apply at the local level, but I think whether it's
13 bylaws or some other form of public document, we
14 need to say to responsible political authorities:
15 "Yes, you can take responsibility for this matter,
16 but you gotta do it in an open and transparent
17 way."

18 Q. **[132]** Right. So, with regards... With everything
19 you've studied and discussed here today, what do
20 you think is the appropriate approach to government
21 relations with police and police independence?

22 A. Yes. Well, I mean, I think it's imperative that our
23 Police Acts be amended to recognize core police
24 independence in Campbell and Shirose. The case was
25 eighteen (18) years ago, I realize that we can't

1 expect legislatures to constantly update Acts, but
2 I think it's quite disappointing that really none
3 of the Canadian Acts, except possibly the Manitoba
4 Act, possibly section 83 of the Quebec Act, but
5 really, none of the other Acts provide a definition
6 and a statutory guarantee of core police
7 independence. So I think that that can be done, I
8 think the New Zealand Act shows us, and the
9 Victorian Act shows us that it's possible.

10 Second, though, I do think that we need to
11 think about what is the appropriate transparent
12 procedure to allow for democratic policing. So, as
13 I suggested, democratic policing coexists easily, I
14 think, with core police independence. It avoids the
15 danger of full police independence and the sort of
16 police state that could be created from that. And I
17 recognize that at the local and at the national
18 level, you may want to have different means of
19 transparent procedures. And of course, the Quebec
20 Police Act, at the municipal level, seems to
21 contemplate bylaws as the appropriate means.

22 Q. **[133]** Right. And these reforms you suggest, how
23 could they build on aspects in Quebec's Police Act,
24 and how would they defer from the Act?

25 A. Right. Well, they would build on the reference to

1 bylaws and the reference to regulations at the
2 national level. Whether you need something short of
3 a full bylaw and a full regulation, I think is
4 something that you should probably think about.
5 Because not everything is amenable to a bylaw or a
6 regulation. Particularly, there may be some matters
7 where you don't want to make everything public. And
8 there might also be something that you can... that
9 the responsible political authority can access more
10 quickly than the bylaw and the regulation model.

11 I do, though, think that section 50 of the
12 Quebec Police Act should be changed, just as I
13 think that similar sections in the Ontario Police
14 Services Act and section 5 of the RCMP Act should
15 be changed to reflect Campbell and Shirose. It may
16 very well be that if this matter comes to Courts,
17 Courts will read this down to reflect core police
18 independence.

19 But again, you know, the issue isn't just
20 what a Court will do. The issue is we need to send
21 clear signals both to politicians and to the
22 police. And once you codify that core of police
23 independence and move beyond tacit understandings,
24 then you actually facilitate democratic policing,
25 because everyone knows the rules of the game,

1 right, that everyone should know, if they're
2 properly educated in the reform statute that the
3 political arms can give certain directions but that
4 they should never go into individual law
5 enforcement decisions and that they should also go
6 into writing with a strong presumption that they be
7 made public.

8 So, both the codified core and the
9 transparent procedures are things that I think can
10 be added or built upon existing provisions in the
11 Quebec Police Act.

12 Another area though, and the Commission may
13 wish to go there, is what do we do about when the
14 politicians say, "I just want information from the
15 police, I just want to know what's happening." and
16 I think that the Victoria Act, Section 11, starts
17 us off but doesn't get us home and we need to think
18 about ways to govern those police-political
19 interactions.

20 And I would suggest that you need rules
21 about who does the asking on the political side,
22 who does the answering on the police side. So, you
23 know, we want to get away from kind of renegade end
24 runs by individual people off on their frolic of
25 their own and I think we also want to perhaps

1 differentiate about information about ongoing
2 police investigations and/or ongoing police
3 operations and investigations that are completed or
4 operations that are completed.

5 I wouldn't want to say that there's a
6 bright line where politicians can never ask about
7 an ongoing investigation and particularly an
8 ongoing operation. I mean, we were all last night,
9 I'm sure, watching on the news about what was
10 happening in London and if I was the Mayor of
11 London, I would want to be able to pick up a phone
12 and have someone in the police force tell me what
13 was going on.

14 So, there's not going to be a bright line.
15 But I do think that with ongoing investigations
16 especially, there needs to be some kind of restrain
17 on the picking up the phone, even to provide the
18 information. Because there's always the danger,
19 one, that the public could reasonably perceive this
20 as interference with the police and that's
21 corrosive to the rule of law; and second, there's a
22 danger that the police might perceive that.

23 Now, of course, if we codify core police
24 independence presumably the police will be secure
25 in that. But so, basically, my reform agenda would

1 be codified core, transparent procedure, third,
2 thinking about governing requests for information
3 partly because they've caused so much problems in
4 the past, can we prevent this, and then finally,
5 the need for education and the education has to be
6 both on the police and the political. And so,
7 Justice Tulloch of the Ontario Court of Appeal, in
8 a very recent report, has made some recommendations
9 that those people who are in Ontario become members
10 of Police Service Boards should get better
11 education about proper procedure and that that
12 education shouldn't necessarily come from the
13 police force.

14 So, I think there's a need for education,
15 there's a need for legislation but if people don't
16 know and understand education, that's a real limit
17 to law reform.

18 Q. **[134]** Professor Roach, thank you very much. I don't
19 have any further questions.

20 A. You're most welcomed.

21 THE PRESIDENT:

22 Q. **[135]** Thank you, Maître Renaud. Now I will open the
23 floor to questions from the attorneys representing
24 the different parties before this commission of
25 inquiry. But before I do so, if I may, I will

1 address a few words to the lawyers in French just
2 to make sure that they understand that you're not
3 an expert as we often had in a trial, you know,
4 with the expert coming at the end and saying, "I
5 heard all of the evidence, I read all the documents
6 and I come to this conclusion on this situation." I
7 know that you don't want to do that, you don't want
8 to answer precise questions on factual situations
9 and I understand that totally, it was not part of
10 your mandate. There's also the language barrier,
11 there's all kinds of reasons for not getting into
12 that so I'll address a few words to the lawyers
13 just to make sure that we're all on the same page.

14 Alors comme je viens de le dire, je vous
15 invite à résister à la tentation de poser des
16 questions qui pourraient dire bien, écoutez, un tel
17 nous a dit telle chose par rapport à telle affaire,
18 qu'est-ce que vous en pensez. Est-ce que c'est...
19 ce genre de questions-là. Monsieur Roach, le
20 professeur Roach a une approche plus théorique, si
21 on veut, de la question, et même s'il a fait des
22 commentaires précis sur la Loi sur la police du
23 Québec, il n'est pas ici pour donner son opinion
24 sur des événements qui ont pu être mis en preuve
25 ici. Ça, ça nous revient à nous et on sera heureux

1 de vous lire à ce sujet-là avant de conclure, et
2 donc, sous réserve de cela, je vous invite à poser
3 les questions que vous voulez poser au professeur
4 Roach.

5 And now, we're at this point where I start
6 with Maitre Cossette.

7 Me MARIE COSSETTE :

8 Je n'ai pas de questions, merci.

9 LE PRÉSIDENT :

10 Maitre Briand?

11 Me ISABELLE BRIAND :

12 No questions.

13 LE PRÉSIDENT :

14 Maitre Dumais?

15 Me CATHERINE DUMAIS :

16 Je n'aurai pas de questions, merci.

17 LE PRÉSIDENT :

18 Maitre Boucher?

19 Me BENOÎT BOUCHER :

20 Pas de questions, je vous remercie.

21 LE PRÉSIDENT :

22 Maitre Leblanc?

23 Me CHRISTIAN LEBLANC :

24 Non. I wish to thank Professor Roach for a very
25 clear presentation, I won't have any questions.

1 LE PRÉSIDENT :

2 Thank you. Maitre Carlesso?

3 Me JULIE CARLESSO :

4 I have no questions also, as Professor Roach's
5 testimony was quite clear, thank you.

6 LE PRÉSIDENT :

7 Maitre Corbo?

8 Me MATHIEU CORBO :

9 No questions, thank you.

10 LE PRÉSIDENT :

11 Well, I don't want you to leave on that note.

12 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

13 Monsieur le Président.

14 LE PRÉSIDENT :

15 Oui, Maître Longtin.

16 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

17 Oui. À titre de procureur de l'intervenant Ville de
18 Montréal, j'aurais une question à poser...

19 LE PRÉSIDENT :

20 Sure.

21 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

22 ... très brève.

23 LE PRÉSIDENT :

24 Sure. You want to go to the podium?

25

1 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

2 Yes, maybe.

3 LE PRÉSIDENT :

4 Maitre... Yes, well, you'll have to go to the
5 podium. Maitre Longtin represents the City of
6 Montreal. Not the police force, but the City of
7 Montreal.

8 CROSS-EXAMINED BY Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

9 Q. **[136]** Good morning again...

10 A. Good morning.

11 Q. **[137]** ... Professor Roach, as I told you, you're
12 one of my idols, so I'm not going to ask you
13 embarrassing questions, but as an information, you
14 considered and you discussed, specifically at page
15 24 and following of your report of the Quebec
16 Police Act, and it's very interesting, but my
17 question is have you considered another law of
18 Quebec, which is the Charter of the City of
19 Montreal, in which certain sections related to
20 police independence and police managing. And I
21 don't see any reference to these sections or to the
22 Charter of the City of Montreal. So that's my only
23 question, have you examined or did you have the
24 opportunity to examine these sections?

25 A. No. Unfortunately, that was not in my mandate and I

1 was not made aware of it, I'd be happy, if that's
2 relevant, to do a supplementary examination, but I
3 have not, so I'm not in a position to comment on
4 that at this time, but I'd be happy, should the
5 Commission want to look at that.

6 Q. [138] So I'm not the one who's going to give you a
7 mandate for the Commission...

8 A. No.

9 Q. [139] ... that was my question.

10 A. I wasn't looking to you.

11 Q. [140] Thank you.

12 A. Thanks.

13 LE PRÉSIDENT :

14 Q. [141] Thank you, Maitre Longtin, we will consider
15 the indirect request that you made. And that
16 connection. Although, I am sure that if we don't
17 seek professor Roach's opinion on that, I'm sure
18 that in your memoire, we will eventually find
19 references to the Charter of Montreal.

20 Me JEAN-FRANÇOIS LONGTIN :

21 Ah, Mr. President, that was exactly the purpose of
22 the question.

23 EXAMINED BY THE PRESIDENT:

24 Yes. That's the purpose of the ans... my answer as
25 well. So if I may have a question for you, I read

1 your report and I must say I read it more than one
2 time and I was impressed by this question of
3 maximizing transparency and accountability. And I
4 read about written... everything is put in writing,
5 everything is made public and there's sort of a
6 public debate about these policing issues. And I
7 was wondering how this could work in practice, it's
8 one thing to imagine that as a conceptual idea, but
9 how could that work in practice, and would you have
10 any thoughts on that?

11 A. Yes, yes, no, I mean, that's a very fair question,
12 Justice Chamberland. I mean, look, I recognize
13 that, you know, we are all human beings and that
14 there is a level of human interaction, but I still
15 think that if you have a codified version of police
16 independence and you have a transparent procedure,
17 it then allows a police officer to say, "If you
18 want me to do that, put it in writing", or, "If you
19 want me to do that, I don't think you can do that
20 because section whatever says that I can't do it."

21 So, I mean, I agree with you to the extent
22 that the democratic policing model is probably, you
23 know, an ideal type that will never, I mean, you
24 know, not everything happens in a completely
25 transparent way, but I don't think that that is a

1 reason not to provide for these mechanisms, because
2 I think in the real world, what that means is, even
3 if there are more informal communications just
4 because of the nature of human interaction, then at
5 least we know what the rule of the game is in terms
6 of what is a no-go area on police independence, and
7 we know what the procedure is.

8 And I, you know, that's why I made the
9 reference to the recent events in London is, you
10 know, I recognize, even as an academic, that
11 politicians need to know sometimes what the police
12 are doing, but I think that if we have a series of
13 both procedures and more clear no-go areas, then we
14 can, that we make it easier for the responsible
15 professionals on both sides to follow the rules of
16 the game.

17 Q. **[142]** In your conclusion, when you went through the
18 4-step agenda that you would have, and you referred
19 to update the Police Act in order to incorporate
20 these principles relevant to core police
21 independence, then you referred to these
22 transparent procedures and you... you referred to
23 the Victoria example, the... and... because we know
24 that here, in the Police Act, there is a reference
25 to by-laws, by-laws and regulations, it's a very,

1 it's complicated, you have to give advance notice
2 and things like that, there could possibly be other
3 ways of making the whole thing transparent.

4 I think, for instance, of a Minister going
5 to the National Assembly and saying, "Well, I had a
6 discussion the other day with the Chief of the
7 Sûreté du Québec...", the national police, for
8 instance, "... this is what I told him", that is,
9 it's made public and it is opened for debate. I
10 suppose the mayor of a municipality could do the
11 same thing with his Chief Justice and go to the, to
12 a meeting of the City Councilors and say, "I have
13 done this, and this is..."

14 So, and having the Victoria example in
15 mind, how, do you have in mind different ways of
16 doing what you have in mind?

17 A. Right. Well, I mean, you know, I think you don't
18 even need to go to the Victoria example, closer to
19 home, you can look at the Ipperwash Inquiry and
20 Justice O'Connor's recommendations in the Arar
21 Commission, where they both talk about ministerial
22 directives, which is, I think, a less formal mode
23 of communication than either a regulation or a by-
24 law. And so, Justice O'Connor especially thought
25 that ministerial directives are a good idea, they

1 can be updated very, you know, quickly, and they
2 can be presumptively open. And so you could have
3 something like a ministerial directive, or a
4 mayor's directive, or a mayor's memorial.

5 But I agree with you that if we want to
6 govern this, we probably need a fairly flexible
7 menu of ways for political authorities to interact
8 with the police, and although bylaws, as I said,
9 are, you know, certainly, what could be more
10 transparent or democratic than a law, I agree that
11 it's not always realistic to think that everything
12 is going to be put into a by-law.

13 So, to me, the first thing would be that
14 there needs to be some sort of a written account,
15 and it should be, you know, presumptively public.
16 It doesn't mean that in every case it has to be
17 public, and it doesn't mean it has to be public
18 right away. Because obviously, one of the things
19 the Victoria Act does recognize is you don't want
20 to have transparency if it's going to hurt an
21 ongoing investigation, or if it's going to hurt an
22 ongoing trial.

23 So there's many reasons why, but I think,
24 you know, at least providing some mechanism, and
25 perhaps a mechanism on both sides, and it's very

1 important that it be writing, because, or in
2 writing to the extent possible because, you know,
3 what one person says and what another person hears
4 is often difficult, and...

5 You know, as an academic, one of the
6 reasons why I was happy to accept to brief, to
7 write this paper, although somewhat disappointed,
8 is how many of these scandals do we have to have
9 before we get things more clearly written in
10 legislation, and have more clear procedures? I
11 mean, even during my lifetime, it just is one after
12 another, and in the background paper that I wrote
13 to Ipperwash, I go back, I think, to the Nicholson
14 Affair. You know, we seem to have these police-
15 government relations disputes or scandals, you
16 know, two, three times every decade. You know,
17 albeit at different levels of government and
18 throughout the country.

19 Surely we can do better and, you know, it
20 does beg this question of why haven't we reformed
21 it? Is it sometimes in the best interest of,
22 perhaps, both the governors and the police, to keep
23 this kind of murky zone of conventional
24 understandability/plausible deniability? And I
25 actually think that, you know, one of the things

1 that is important, and we certainly tried to do it
2 in Ipperwash - unfortunately the legislature hasn't
3 acted on it - is, Ipperwash was a very murky area.
4 And huge amounts of public resources were devoted
5 to trying to find out whether there was improper
6 communications. And so, you know, as a professor, I
7 mean, you're always, I think, wanting to think
8 about how do we prevent this, so that we're not
9 back here in three or five or ten (10) years with a
10 somewhat similar, you know, murky zone.

11 Q. **[143]** One last topic I wanted to cover with you,
12 and there are a few references in your paper to
13 the... how do you call them in Ontario, the Police
14 Service Board?

15 A. Yes.

16 Q. **[144]** Sometimes it's called the Police...

17 A. Commission.

18 Q. **[145]** Commission?

19 A. Yes.

20 Q. **[146]** What is your opinion on that in terms of what
21 you referred to, the core police independence? Is
22 it helpful, or is it not?

23 A. Well...

24 Q. **[147]** And about this thing of, the policy
25 directions to be made transparent and public, is it

1 helpful or not, and...

2 A. Yes, well...

3 Q. [148] Because you have... In the rest of Canada,
4 there seems to be Police Service Boards everywhere.

5 A. Yes.

6 Q. [149] It goes with the number of people in the
7 city, the small Police Board to larger Police
8 Service Boards for, for instance, the Toronto area,
9 and I...

10 A. Yes.

11 Q. [150] ... I guess it's the same thing across
12 Canada. It's something rather unfamiliar in Quebec,
13 so...

14 A. No...

15 Q. [151] Is it good or bad?

16 A. I mean, Quebec is not alone in being unfamiliar, I
17 mean, we have the RCMP which doesn't have a Police
18 Service Board and we have the OPP that doesn't have
19 Police Service Board. My own personal opinion is
20 that I think Police Service Boards, if done
21 properly, are a good way to have democratic
22 policing. You know, one of the things that the
23 Ipperwash Inquiry looked at and they decided not to
24 recommend a Police Service Board for the Ontario
25 Provincial Police but they also said, "We should

1 look at it again or someone should look at it again
2 in five years time."

3 But when you think about the challenges
4 that we all have in policing our diverse societies,
5 I think there's a lot to be said to having a
6 collective collegial body that is elected and
7 perhaps some people who are appointed who can give
8 political direction to the police, obviously
9 subject to restrictions on kind of renegade
10 officers. You don't want, you know, someone coming
11 up and saying, "I'm a member of the Police
12 Commission, do you really want to give me a parking
13 ticket?"

14 I mean, you don't want that but I think if
15 you think about the challenges of our society, the
16 Section 15 model in Quebec or the Minister of
17 Public Safety model with respect to the RCMP,
18 that's a lot of weight to say that one minister
19 who's an extremely busy minister, whether it's
20 public safety at the Quebec level or at the
21 Canadian level, he's responsible for these huge
22 forces.

23 So why not think about having a democratic
24 structure where you have, you know, I don't know
25 what the optimal number is, three, five, seven, but

1 you have a kind of civilian governance and civilian
2 control of the police because although, you know,
3 I passionately defend core police independence, I
4 don't want to leave you with an idea that, you
5 know, I don't want democracy into policing. I do
6 want democracy into policing but I want it to be
7 done in a kind of transparent way.

8 Now, some other challenges are if you have
9 a Police Service Board and you're not simply going
10 to rely on by-laws and regulations, they need to
11 have some public way to communicate and they need
12 to have, you know, we all need good websites and
13 they need to be able to put these policy directions
14 into the public domain and be willing to be held
15 accountable. And as we know, policing is extremely
16 controversial. It's only going to become more
17 controversial because technology means that
18 policing is now more transparent than it's ever
19 been and our societies are more diverse than
20 they've ever been.

21 So, my own view, it's not the view at the
22 time of Justice Linden, but my own view is that
23 with these big police forces - RCMP, OPP, Sûreté -
24 maybe we need to think about a new modern twenty-
25 first (21st) century governance civilian structure

1 and, you know, once you have core police
2 independence, if you've defined that in the Act,
3 then we shouldn't be afraid of bringing more
4 democracy to policing because everyone is going to
5 know the rules of the game and they're going to
6 know the proper procedures to follow.

7 Q. [152] I'll ask my colleagues if they have questions
8 for you.

9 Me GUYLAINE BACHAND, commissaire:

10 I do have one.

11 THE PRESIDENT:

12 Yes, Maître Bachand.

13 EXAMINED BY Me GUYLAINE BACHAND, commissaire :

14 Q. [153] Thank you for your testimony. I'd like to
15 hear you briefly about appointments. In your
16 report, you refer to provisions in the Quebec
17 Police Act regarding the ability of the Minister
18 and the municipality to appoint the head of
19 municipal forces...

20 A. Yes.

21 Q. [154] ... for example. Can you give a few comments
22 about that.

23 A. Yes. Appointments have, I mean, obviously if you're
24 a police chief and you're serving a fixed-term
25 appointment and you're up for reappointment, that's

1 going to weigh kind of heavily, right, and the
2 Quebec Court of Appeal in one of the cases that I
3 looked at, Chambly vs Gagnon, at page 22 was, I
4 think, acutely aware of this. But I'm not sure you
5 can really get around the appointment issue, right.
6 It seems to me that, you know, municipalities want
7 to get the right leader. And the leader for a
8 police service is extremely important and often
9 sets the tone.

10 So it seems to me that there are going to
11 be appointments, probably a fixed term makes sense,
12 because you don't want someone just being at
13 pleasure, because that... that's going to make
14 someone extremely precarious, but you know, there
15 probably is going to be a fixed term and there is
16 going to be a renewal process. And yes, that can,
17 you know, could potentially have an effect on
18 police independence, and so... You know, at some
19 point, the law only takes us so far and we have to
20 rely on the integrity of people. And I think people
21 will demonstrate the courage that sometimes
22 integrity happens if they have a statutory basis
23 and if they can say well, I know my appointment's
24 coming up, but if you really want me to do this,
25 put that in writing and go public with it.

1 There are no guarantees that there will not
2 be abuses. That's, you know, the price that we have
3 for being a democracy and for being human. But I
4 think that's my thinking about the appointments
5 process. If you have a good structure and you have
6 people of integrity, you are going to have issues
7 where, you know, appointments and reappointments
8 are a potential areas of abuse, but hopefully, you
9 will have both procedures and laws and people of
10 integrity that will stand up against the possible
11 abuses that come with... with, you know, perhaps
12 inevitable power of appointment.

13 Q. [155] Thank you.

14 THE PRESIDENT:

15 Well, we're getting to the end, Professor Roach, on
16 behalf of my colleagues and my own behalf and on
17 behalf of the lawyers in the room, I'm sure and the
18 public listening to us, thank you very much, thank
19 you for your time.

20 Thank you for your report, as I mentioned
21 before, I read it more than once, every time I read
22 it, I find something new, something that strikes my
23 mind and every time, it constitutes more food for
24 thought for me and my colleagues. So it's a very
25 substantial document and it attests to your deep

1 knowledge of the topic in question and I'm sure it
2 will be very helpful to us and very helpful to the
3 parties, to this Commission of inquiry.

4 A. Thank you very much. It was a pleasure.

5 LE PRÉSIDENT :

6 Thank you very much. Alors, nous allons ajourner
7 nos travaux, demain matin neuf heures (9 h), nous
8 allons déposer les documents qui vont permettre de
9 comprendre le dossier Saillant qui avait été
10 mentionné ici pour la première fois de façon un peu
11 fortuite, et nous allons ensuite avoir le
12 professeur Trudel qui va boucler la boucle de ce...
13 de cette Commission d'enquête au chapitre de la
14 preuve, à tout événement.

15 Alors demain matin, neuf heures (9 h).

16

17 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

18

19 _____
CAUSE CONTINUÉE LE 20 JUIN 2017, 9 h

20

21 _____

1 SERMENT D'OFFICE

2

3 Je, soussigné, **NICOLAS PROVENCHER**, sténographe
4 officiel, certifie sous mon serment d'office que
5 les pages qui précèdent sont et contiennent la
6 transcription fidèle et exacte des témoignages et
7 plaidoiries en l'instance, le tout pris au moyen de
8 la sténotypie, et ce, conformément à la Loi.

9 Et j'ai signé,

10

11

12

13

14

NICOLAS PROVENCHER